

Du Caractère des Actions nouvelles souscrites par une Femme mariée en vertu d'un droit de préférence

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le 17 Novembre 1928

PAR

R. PIFFRE DE VAUBON

Président : M. PIÉDELIÈVRE, Professeur
Suffragants { MM. CAPITANT, Professeur
MOREL, Professeur

LIBRAIRIE
DES
JURIS-CLASSEURS
ÉDITIONS GODDE
25 27, Place Dauphine, PARIS-1^{er}

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

**Du caractère des actions nouvelles
souscrites par une femme mariée
en vertu d'un droit de préférence**

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.

Du Caractère des Actions nouvelles souscrites par une Femme mariée en vertu d'un droit de préférence

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le 17 Novembre 1928

PAR

R. PIFFRE DE VAUBON

Président : M. PIÉDELIÈVRE, Professeur
Suffragants { MM. CAPITANT, Professeur
MOREL, Professeur

LIBRAIRIE
DES
JURIS-CLASSEURS
ÉDITIONS GODDE
25-27, Place Dauphine, PARIS-1^{re}

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS-5^e



INTRODUCTION

Depuis la guerre de 1914, les augmentations de capital bénéficient d'une faveur assez marquée : leurs mouvements sont comme un reflet fidèle des perturbations économiques (1).

En procédant à une émission d'actions nouvelles, les sociétés ont généralement soin de réserver à leurs anciens actionnaires — conformément à un usage consacré par la pratique financière (2) — un droit de préférence à la souscription de la totalité ou de partie de ces actions nouvelles.

Malheureusement, quand le droit de préférence est exercé par une femme mariée à laquelle l'action ancienne appartient soit en propre soit à titre dotal, de nombreuses difficultés sont susceptibles de surgir au moment où il s'agira de savoir si l'action nouvelle est elle-même propre, dotale ou paraphernale.

En effet, les auteurs ne sont pas d'accord sur la solution de la plupart des problèmes relatifs au caractère des actions nouvelles souscrites en vertu d'un pareil droit de préférence par une personne mariée sous un régime de communauté ou

(1) MARCEL PITOIS. — Les augmentations de capital dans les Sociétés anonymes depuis 1914 (Etude statistique et économique). Thèse, Paris, 1926, page 8.

(2) C'est le financier LAW qui semble avoir inauguré cet usage lors des augmentations de capital de la Compagnie des Indes (Sur le système de LAW et la Compagnie des Indes, voir : MARION, Histoire financière de la France, t. I, p. 90 et suiv. ; LEVASSEUR : Recherches historiques sur le système de LAW).

sous le régime dotal, et les rares décisions de jurisprudence sont, du moins pour le régime dotal, contradictoires.

La grande importance pratique de ces problèmes nous a incité à les étudier.

Dans la première partie de notre travail, nous commencerons d'abord par examiner les buts de l'augmentation de capital et le mécanisme de cette opération; nous ferons ensuite ressortir le mode de formation du contrat de souscription ainsi que la nature du droit de souscrire par préférence pour arriver finalement à déterminer les règles générales qui permettent de reconnaître le caractère de l'action nouvelle.

Dans la deuxième partie, nous ferons, pour chacun des régimes matrimoniaux autres que les régimes exclusifs de communauté (1), l'application de ces règles générales.

Enfin, dans la troisième partie, nous indiquerons les précautions à prendre pour prévenir les difficultés que peut parfois présenter la solution des problèmes relatifs au caractère de l'action nouvelle et pour écarter autant que possible les contestations susceptibles de surgir notamment au sujet de la valeur du droit de souscription.

Notre étude ne visera que les Sociétés françaises (et plus spécialement celles anonymes); son champ ne s'étendra, d'autre part, qu'aux augmentations de capital par émission d'actions à souscrire en espèces et réservées par préférence soit aux anciens actionnaires seulement, soit aux anciens actionnaires et aux porteurs de parts de fondateur.

(1) Quand la femme est mariée sous un régime exclusif de communauté, l'action nouvelle par elle souscrite en vertu d'un droit de préférence devient toujours sa propriété personnelle.

PREMIERE PARTIE

Détermination des règles générales qui permettent de reconnaître le caractère de l'action nouvelle dans les régimes matrimoniaux autres que les régimes exclusifs de communauté

CHAPITRE PREMIER. — Les buts de l'augmentation de capital et le mécanisme de cette opération.

CHAPITRE DEUXIÈME. — La valeur à attribuer à un droit de souscription quand il a été exercé par le propriétaire du titre.

CHAPITRE TROISIÈME. — La nature du droit de souscription.

CHAPITRE QUATRIÈME. — Les règles générales permettant de reconnaître le caractère de l'action nouvelle dans les régimes matrimoniaux autres que les régimes exclusifs de communauté.

CHAPITRE PREMIER

Les buts de l'augmentation de capital ⁽¹⁾ et le mécanisme de cette opération

SECTION I

Buts de l'augmentation de capital

1. — En principe, la Société qui procède à une émission d'actions payables en numéraire et réservées par préférence aux anciens actionnaires a pour but de se procurer de nouvelles ressources (2).

2. — Il s'en faut cependant que cette opération ait toujours pour but principal ou pour but unique la création de

(1) Notre étude ne concerne que les augmentations de capital par émission d'actions à souscrire en espèces et réservées par préférence, soit aux anciens actionnaires seulement, soit aux anciens actionnaires et aux porteurs de parts de fondateur.

(2) Au surplus, l'augmentation de capital a souvent des conséquences avantageuses :

a) Par suite de la plus grande diffusion des titres, leur marché se trouvera élargi et les transactions seront facilitées ;

b) Le crédit de l'entreprise sera consolidé ;

c) La Société dont les titres sont seulement négociables « hors cote » et dont le capital augmenté atteint le chiffre prévu par les règlements des Chambres Syndicales d'agents de change et de Banquiers coulissiers pour l'admission de ces titres à la cote officielle, pourra faire introduire ces derniers en bourse.

ressources nouvelles : bien des Sociétés utilisent cette modalité d'augmentation de capital et effectuent l'émission au pair ou à un prix voisin du pair, alors que l'existence de copieuses réserves leur eût permis de demander à leurs actionnaires une prime d'un montant supérieur à la valeur nominale des actions anciennes.

Pour ces Sociétés prospères, l'augmentation de capital a pour but principal — ou du moins, pour principal résultat — une répartition indirecte de réserves.

Prenons un exemple :

En janvier 1925, la Société « MOKTA-EL-HADID » a doublé son capital social par l'émission, au pair, de 40.000 actions de 500 francs réservées aux anciens actionnaires titre pour titre. A l'ouverture de la souscription, l'action ancienne avec droit attaché était cotée 8.300 francs et le droit de souscription se négociait dans les environs de 4.000 francs. L'actionnaire de cette Société, grâce à son droit de souscription, pouvait donc bénéficier par anticipation d'une fraction de sa part de réserves : s'il venait à vendre le droit, tout se passait pour lui comme si la Société lui avait distribué une somme de 4.000 francs en espèces prélevée sur les réserves.

3. — Pourquoi, au lieu de répartir des réserves soit en espèces, soit sous forme d'actions gratuites, ces Sociétés prospères préfèrent-elles fournir à chacun de leurs actionnaires le moyen de s'approprier par une voie indirecte sa part de réserves ?

L'article 17 de la loi du 29 juin 1872 a soumis à la taxe sur le revenu « les intérêts, dividendes, revenus et tous autres

produits des actions de toute nature des Sociétés ». Fixée d'abord à 3 %, puis à 4 %, cette taxe qui a été maintenue au même taux de 4 % comme impôt cédulaire par la loi du 29 mars 1914 (art. 31) a été portée à 5 % par la loi du 30 décembre 1916 (art. 11), à 10 % par la loi du 29 juin 1920 (art. 50), à 12 % par la loi du 22 mars 1924 (art. 3) et enfin à 18 % par la loi du 3 août 1926 (art. 16) ; elle frappe, d'après la Cour de Cassation (1), toutes les sommes qui passent, à titre de distribution, du patrimoine de la Société dans celui des associés.

D'autre part, d'après le Conseil d'Etat (2), lorsqu'une Société anonyme prélève sur ses bénéfices sociaux accumulés et mis en réserve une somme qu'elle répartit aux actionnaires et que ceux-ci peuvent employer à souscrire de nouvelles actions de la même Société, la quote-part revenant à chaque actionnaire dans cette distribution constitue un revenu de capitaux et doit être totalisée avec les autres revenus de l'actionnaire pour servir de base au calcul de l'impôt général sur le revenu.

(1) Cass., 4 avril 1922, *Gaz. Pal.*, 1922 2, 420. *Journ. des Soc.*, 1924, p. 85. Les remboursements de capital, qui n'étaient pas frappés primitivement par la taxe sur le revenu, ont été eux-mêmes soumis à cet impôt par l'article 80 de la loi du 13 juillet 1925 (V. cette loi, ainsi que le décret du 29 mai 1926 portant règlement d'administration publique).

(2) Conseil d'Etat, 15 février 1923, *Journ. des Soc.*, 1923, p. 114 ; 22 novembre 1923, *Journ. des Soc.*, 1924, p. 171 ; 11 avril 1924, *Journ. des Soc.*, 1925, p. 22. Il en est ainsi alors même que les sommes prélevées sur les réserves et réparties aux actionnaires sont obligatoirement affectées à la libération des actions nouvelles, dès lors que celles-ci sont librement cessibles (Conseil d'Etat, 27 janvier 1928, *Rev. des Impôts*, 1928, article 2277). Mais si des restrictions étaient mises à la transmission des nouveaux titres distribués gratuitement, les bénéficiaires ne pourraient, d'après le Conseil d'Etat, être considérés comme ayant eu ces titres à leur disposition au sens de la loi du 15 juillet 1914 et ils pourraient se dispenser d'en comprendre la valeur dans leur déclaration relative à l'impôt global (Cf. Conseil d'Etat, 15 février 1923 et 22 novembre 1923 précités).

C'est pour éviter légalement ces lourdes impositions ou pour en atténuer les effets que les Sociétés en question répartissent des réserves par la voie indirecte d'une augmentation de capital.

Selon l'importance de ses fonds de roulement et la nature de ses réserves, chacune de ces Sociétés procède à l'opération de l'une ou de l'autre des manières suivantes :

Ou bien elle émet les actions nouvelles (au pair ou à un prix voisin du pair) avec droit de préférence aux anciens actionnaires, mais sans distribuer des réserves en espèces.

Dans ce cas, ni la taxe sur le revenu, ni l'impôt général sur le revenu ne sont exigibles sur le montant des réserves indirectement réparties (1).

Ou bien elle fait l'émission des actions nouvelles au pair avec droit de préférence aux anciens actionnaires et distribue un dividende exceptionnel suffisant pour permettre de libérer entièrement ces actions.

Dans ce cas, la taxe sur le revenu est due sur les réserves réparties à titre de dividende exceptionnel, — et la part de réserves touchée en espèces par chaque actionnaire devra être totalisée avec les autres revenus de ce dernier pour servir de base au calcul de l'impôt général sur le revenu.

(1) En outre, à la suite de l'augmentation de capital, la taxe annuelle de transmission peut se trouver atténuer sensiblement.

En principe, d'après la loi du 23 juin 1857 et le décret du 17 juillet suivant, cette taxe est assise, pour les titres cotés en Bourse, sur leur cours moyen pendant l'année précédant celle de l'imposition.

Par deux solutions du 1^{er} février 1872 (*J. E.*, 23.768) et du 18 novembre 1921 (*R. E.*, 8.266), l'administration a reconnu que cette règle n'est plus applicable lorsque les titres viennent de subir une modification telles qu'ils ne sont plus juridiquement semblables à

Ou bien elle émet les actions nouvelles au pair avec droit de préférence aux anciens actionnaires et, en même temps, elle répartit exceptionnellement une somme correspondant au premier quart à verser sur le prix de l'action nouvelle; puis, au cours de chacune des trois années suivant celle de l'émission, l'assemblée générale vote un dividende exceptionnel (net d'impôt et à prélever sur les réserves) concordant avec les appels des deuxième, troisième et quatrième quart.

Dans ce dernier cas, la taxe sur le revenu est exigible sur le montant des réserves distribuées en espèces (1), mais, en ce qui concerne l'impôt général sur le revenu, la taxation sera le plus souvent moins lourde que dans le cas précédent (2).

4. — La création de nouvelles ressources et la répartition indirecte de réserves ne sont pas les seuls buts principaux susceptibles d'être visés lors d'une augmentation de capital : en émettant de nouvelles actions, une Société peut avoir pour but principal d'assurer le contrôle de l'affaire soit à tous les anciens actionnaires sans distinction, soit seulement

eux-mêmes. Notamment, quand une augmentation de capital a eu lieu dans des conditions telles que les titres doivent être considérés comme s'ils provenaient d'une émission nouvelle, il y a lieu de liquider la taxe de transmission dont ils sont passibles d'après leur valeur estimative pendant le trimestre imposable, abstraction faite de leur cours moyen pendant l'année précédente (V. Béthune, 13 mai 1925, *R. E.*, 8265; Marseille, 23 mai 1927, *R. E.*, 8678; Nord, Section de Lille, 23 décembre 1927, *R. E.*, 8754).

Toutefois, nous devons signaler que l'administration, revenant sur ses décisions antérieures, entend actuellement interpréter très strictement les loi et décret de 1857 précités.

- (1) Il convient de faire observer que la taxe sur le revenu est perçue sur le montant brut de la somme décaissée par la Société et non pas seulement sur la somme effectivement versée aux actionnaires.
- (2) Le taux de l'impôt général sur le revenu est, en effet, fixé d'après une échelle progressive.

à d'anciens actionnaires agréés par le Conseil d'administration (1).

SECTION II

Mécanisme de l'augmentation de capital

I. — L'OBLIGATION CONTRACTÉE PAR LA SOCIÉTÉ EN VUE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

5. — La faculté de souscrire par préférence en cas l'augmentation de capital d'une Société par actions n'existe jamais de plein droit.

Cette faculté résulte le plus souvent d'une clause des statuts qui stipule cet avantage en faveur des actionnaires (et s'il y a lieu, des porteurs de parts) (2)

Dans les statuts de Société anonyme, la clause en question est couramment rédigé comme suit (3) :

« Le capital social peut être augmenté, en une ou plusieurs fois, par la création d'actions nouvelles, en représentation d'apports en nature ou en espèces, ou par la transformation en actions des réserves disponibles de la Société, pourvu toutefois que cette transformation n'excède pas la somme de..... francs, en vertu d'une délibération de l'as-

-
- (1) V. *infra* n° 8. Bien entendu, une Société peut aussi avoir pour but de procurer le contrôle de l'affaire à des personnes étrangères à la Société (financiers, banquiers, etc...).
 - (2) Un droit de souscription peut aussi être accordé statutairement aux souscripteurs originaires, aux membres du Conseil d'administration ou à des tiers (Sociétés, banquiers, etc...).
 - (3) Formule établie par MM. HOUPIN et BOSVIEUX (V. HOUPIN et BOSVIEUX, 6^e édition, t. III, p. 681 et suiv.).

assemblée générale extraordinaire prise ainsi qu'il est dit à l'article..... ci-après. Cette assemblée fixe les conditions de l'émission des nouvelles actions ou délègue ses pouvoirs à cet effet au Conseil d'administration.

Il peut être créé, en représentation des augmentations de capital, ou des actions ordinaires ou des actions de priorité jouissant de certains avantages sur les autres actions, et conférant notamment des droits d'antériorité soit sur les bénéfices, soit sur l'actif social, soit sur les deux.

En cas d'augmentation faite par l'émission d'actions nouvelles payables en numéraire, et sauf décision contraire de l'assemblée générale extraordinaire, les propriétaires des actions antérieurement émises, ayant effectué les versements appelés, ont (eux ou leurs cessionnaires) un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles, dans la proportion du nombre d'actions anciennes que chacun possède alors. Ce droit sera exercé dans les formes, délais et conditions déterminés par le Conseil d'administration. Ceux des actionnaires qui n'auraient pas un nombre de titres suffisant pour obtenir une action pourront se réunir pour exercer leur droit, mais sans qu'il puisse en résulter de souscription indivise (1).

Si l'augmentation de capital a lieu par l'émission d'actions avec prime, cette prime ne sera pas considérée comme un bénéfice réparable au même titre que les bénéfices ordinaires; elle constituera un versement supplémentaire en dehors du capital des actions et appartiendra exclusivement à tous les actionnaires pour recevoir l'affectation qui sera décidée par l'assemblée générale... ».

(1) (Autre formule donnée par MM. HOUPIŒ et BOSVIEUX) : En cas d'augmentation faite par l'émission d'actions payables en numéraire, les propriétaires d'actions antérieurement émises ayant effectué les versements appelés et les propriétaires de parts de fondateur ont un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles, savoir : les actionnaires à concurrence de % et les porteurs de parts pour les % de surplus, droit qui s'exercera dans chacun de ces groupes, en proportion du nombre de titres que ses membres posséderont alors. L'assemblée générale fixera les conditions d'exercice de ce droit de préférence ou délèguera à cet effet ses pouvoirs au Conseil d'administration. Toutefois, en votant l'augmentation de capital, elle pourra décider que, sur les actions à souscrire et à libérer en espèces, tel nombre qu'elle déterminera, mais qui ne pourra dépasser la moitié des actions à souscrire, sera mis à la disposition du Conseil d'administration chargé d'en opérer le placement comme bon lui semblera au mieux des intérêts de la Société.

6. — Si les statuts sont muets à cet égard, c'est l'assemblée générale extraordinaire, réunie pour décider l'augmentation de capital, qui accordera le droit de préférence; elle seule d'ailleurs est compétente pour fixer les conditions de l'émission et de l'exercice du droit.

Comme rien n'empêche l'assemblée générale extraordinaire de déléguer ses pouvoirs, elle laisse habituellement au Conseil d'administration le soin de fixer le prix d'émission ainsi que les dates et délai de la souscription. Cette pratique est tout à fait recommandable : selon la mentalité des capitalistes et l'état du marché des capitaux, selon le nombre des demandes concurrentes d'argent frais, les administrateurs peuvent être amenés à renforcer les avantages consentis aux preneurs d'actions nouvelles, à modifier les dates de la souscription.

II. — LES CONDITIONS DE L'ÉMISSION ET DE L'EXERCICE DU DROIT

7. — *Choix entre les diverses catégories d'actions.* — Le plus souvent, les actions nouvelles émises sont des actions ordinaires jouissant des mêmes avantages que les actions anciennes.

Pour se procurer des ressources, une société dont la situation n'est pas florissante peut être obligée de créer des actions nouvelles privilégiées jouissant de certains avantages sur les autres actions et conférant notamment des droits d'antériorité soit sur les bénéfices, soit sur l'actif social, soit sur les deux.

Si une Société prospère a besoin de capitaux pour éten-

dre ses opérations, elle peut également avoir avantage à émettre des actions de priorité à dividende fixe jouissant d'un droit de préférence pour le paiement de ce dividende et pour le remboursement de leur capital, mais ne participant pas à l'excédent des bénéfices de l'entreprise (1) ou participant à cet excédent dans des conditions déterminées.

8. — Beaucoup de Sociétés augmentent leur capital par création d'actions nouvelles à vote privilégié (2), réservées soit à tous les anciens actionnaires sans distinction, soit seulement à d'anciens actionnaires agréés par le Conseil d'administration.

Pour la plupart d'entre elles, cette attribution d'un droit de vote privilégié est un moyen d'empêcher l'intrusion d'éléments nouveaux dans les assemblées ou encore un moyen d'assurer la réussite de l'augmentation de capital (3); pour quelques autres, dont l'objet intéresse la défense nationale, c'est un moyen d'éviter la mainmise de groupements étrangers sur leur entreprise (4).

(1) HOUPIN et BOSVIEUX, 6^e édition, t. II, n^o 883.

(2) La validité du vote privilégié qui est très en faveur depuis la fin de la guerre de 1914-1918, est fort discutée, surtout quand ce vote s'applique aux assemblées générales extraordinaires (Dans le sens de la validité : HOUPIN et BOSVIEUX, 6^e édition, n^o 1.272; WAHL, Précis th. et prat. de droit commercial, n^o 172; DECUGIS, 5^e édition, n^o 347; Trib. de comm. de la Seine, 12 juin 1922, *Rev. prat. de législ. et de jurispr. du Trib. de Comm. de la Seine*, 1924, 2, I. — En sens contraire : LYON-CAEN et RENAUD, *Traité de droit commercial*, Suppl. au t. II, p. 12; H. MAZAUD, le vote privilégié dans les Sociétés de capitaux, p. 112 et suiv.; AMIAUD, les actions à droit de vote inégal, page 29 et suiv.; DANOS, les actions à vote plural, pages 25 et suivantes).

(3) Augmentation de capital de la Société des Forces motrices du Haut-Rhin (juin 1927), de la Société anonyme de l'Hôtel Majestic (décembre 1927), etc...

(4) Augmentation de capital de la Société des produits chimiques d'Alais (octobre 1926), de la Société minière et métallurgique de Pénarroya (novembre 1926), des Etablissements Kuhlmann (novembre 1926), etc, etc....

9. — *Prix d'émission.* — Les actions nouvelles ne peuvent être émises au-dessous du pair (1) et, généralement, elles sont émises avec une prime (2).

Théoriquement, la prime est destinée à compenser entièrement la perte qu'occasionnerait aux anciens actionnaires la participation des nouveaux dans les réserves déjà constituées. En fait, elle ne peut être assez élevée pour compenser exactement la perte subie : l'exercice du droit de souscription serait, en effet, sans intérêt si le taux de l'émission n'était pas inférieur à la valeur de l'action nouvelle.

10. — Quelquefois, lors de l'émission d'actions nouvelles offertes aux anciens actionnaires par préférence et à un prix très avantageux, on prévoit que toute personne, même non actionnaire, pourra souscrire à titre éventuel aux actions qui resteraient libres après exercice du droit de souscription privilégiée. Mais dans ce cas, comme il ne serait pas équitable de faire bénéficier du prix de faveur les personnes non actionnaires, on fixe pour celles-ci un prix d'émission assez voisin de la valeur de l'action nouvelle et on ne laisse entre les deux chiffres que la marge nécessaire pour servir d'appât à la souscription (3).

11. — *Justification du droit.* — Les actionnaires et, s'il

(1) L'émission au-dessous du pair serait nulle comme contraire au principe de la souscription intégrale du capital social (V. loi du 24 juillet 1867, article premier modifié par la loi du 1^{er} août 1893, article premier).

(2) La validité de l'émission avec prime est admise tant par la doctrine que par la jurisprudence (V. HOUPIN et BOSVIEUX, 6^e édition. t. I, n^o 633 ; ARTHUYS, t. II, n^o 623).

(3) La Société des Acéries de Longwy, par exemple, a porté son capital de 45 à 75 millions de francs par la création en 1922 de 60.000 actions nouvelles de 500 francs chacune. Le prix d'émission a été fixé à 525 francs pour les souscripteurs privilégiés et à 625 francs pour les souscripteurs éventuellement actionnaires.

y a lieu, les porteurs de parts sont conviés, ordinairement, à présenter soit leurs certificats de titres nominatifs, soit le coupon n° à détacher de chacun des titres au porteur ou des titres mixtes (1).

L'exercice du droit de préférence se fait, en ce qui concerne les titres au porteur et les titres mixtes, par la remise du coupon indiqué et, en ce qui concerne les actions nominatives, contre l'estampillage (2) du certificat.

12. — *Délai.* — Il est nécessaire de fixer un délai pour la souscription, car l'augmentation de capital doit être réalisée assez rapidement. Une fois le délai expiré, l'intéressé ne peut plus manifester utilement sa volonté de bénéficier du droit de souscription qui, dès lors, se trouve « périmé » (3).

III. — L'ANNONCE DE L'ÉMISSION

13. — Lorsque l'émission a été décidée par l'assemblée générale extraordinaire, ou par le Conseil d'administration ayant agi par délégation, une notice insérée au *Bulletin officiel des annonces légales obligatoires*, annexe du *Journal officiel*, puis, le plus souvent, un avis publié dans les journaux ainsi que des prospectus adressés ou remis aux intéressés font connaître la date d'ouverture et les conditions de la souscription.

(1) Les titres mixtes sont les certificats de titres nominatifs munis de coupons au porteur.

(2) L'estampillage consiste dans l'apposition sur le certificat nominatif d'un timbre humide constatant que le droit a été exercé.

(3) Ce délai étant donné pour accomplir un acte déterminé dont dépendait la conservation du droit de souscrire, est un délai *préfix*; il n'est donc pas susceptible d'être allongé par une cause de suspension ou par un acte interruptif.

14. — Voici les libellés de quelques avis et lettres-prospectus (1) :

A) Libellés d'avis publiés dans les journaux

1) SOCIÉTÉ DE CARBONISATION ET DE DISTILLATION DES COMBUSTIBLES. — Augmentation de capital.

La Société de Carbonisation et de Distillation des Combustibles va porter son capital de 6 millions de francs (entièrement amortis) à 12 millions de francs par l'émission, au prix de 450 francs par titre, de 24.000 actions nouvelles de 250 francs nominal, jouissance 1^{er} janvier 1926.

Les anciens actionnaires pourront souscrire à titre irréductible à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne de jouissance. Ils pourront également souscrire à titre réductible, la répartition se faisant proportionnellement au nombre d'actions anciennes possédées ; le Conseil se réserve toutefois la faculté de favoriser les petites souscriptions.

Le droit de souscription s'exercera, pour les titres au porteur, par la remise du coupon n° 39 et, pour les titres nominatifs, par l'apposition d'une estampille sur le certificat.

Pour les actions souscrites à titre irréductible, le versement de 450 francs sera effectué à raison de :

262 fr. 50 à la souscription ;

187 fr. 50 au plus tard cinq jours après la publication de l'avis de répartition dans un journal d'annonces légales de Paris.

Pour les actions souscrites à titre réductible, le versement de 450 francs par action attribuée devra être effectué dans le même délai de cinq jours.

L'avis de répartition paraîtra entre le 5 et le 10 février 1926.

La souscription sera ouverte du 4 au 23 janvier 1926 inclus :

A la Banque de l'Union parisienne, 7, rue Chauchat et 16, rue Le Pelletier, à Paris ;

Au Crédit commercial de France, 103, avenue des Champs Ely-

(1) Nous croyons utile de reproduire ici quelques avis et prospectus comportant des conditions très variées et relatifs à des augmentations de capital récentes. Les nombreuses précisions contenues dans ces documents compléteront nos indications sur le mécanisme de l'augmentation de capital et sur les détails de cette opération.

sées et 20, rue La Fayette et dans ses succursales et agences de Paris et de province.

La notice prescrite par la loi du 30 juillet 1907 a été publiée.....

2) COMPAGNIE GÉNÉRALE DES TABACS. — Augmentation de capital de 50.000.00 à 60.000.000 de francs. Emission de 20.000 actions nouvelles de 500 francs.

Suivant décision du Conseil d'administration du 10 mai 1921, prise en conformité de la résolution votée par l'assemblée générale extraordinaire du 8 juillet 1920.

Les actionnaires et les porteurs de parts de fondateur ont sur cette émission un droit de préférence à raison de trois actions nouvelles pour seize actions anciennes et de une action nouvelle pour quatre parts de fondateur.

Sont seules admises les souscriptions à titre irréductible.

Le droit sera exercé, pour les actions au porteur et les parts de fondateur, sur présentation du coupon d'action et part n° 3 (le coupon n° 2 étant afférent au dividende de l'exercice 1920) et, pour les titres nominatifs, sur présentation du titre lui-même ou de bulletins de cession de droit qui seront délivrés, contre estampillage du titre, au siège social et dans les établissements chargés de recevoir les souscriptions.

Le tableau ci-dessous indique le nombre d'actions nouvelles qui peuvent être souscrites par les porteurs de moins de seize actions anciennes :

- 1 à 5 actions anciennes : 0 action nouvelle.
- 6 à 10 actions anciennes : 1 action nouvelle.
- 11 à 16 actions anciennes : 2 actions nouvelles.
- 16 actions anciennes : 3 actions nouvelles.

Les porteurs d'actions et de parts peuvent réunir leurs droits pour obtenir des attributions unitaires en conformité du tableau ci-dessus.

Les actions nouvelles porteront jouissance du 1^{er} janvier 1921 :

Prix d'émission :

Actions libérées d'un quart 200 francs.

(A savoir : 125 francs pour le versement

du premier quart et 75 fr. pour la prime)

Actions entièrement libérées 575 francs

Les actionnaires et porteurs de parts ont la faculté de libérer entièrement les titres à la souscription. Toutefois ceux qui libèreront les actions nouvelles postérieurement à la souscription auront à verser, en plus du solde de 575 francs, les intérêts statutaires à 7 % l'an sur ce solde, pour la période écoulée du 1^{er} janvier jusqu'au jour de la libération.

La souscription sera ouverte du 20 juin au 12 juillet inclus.

Les souscriptions seront reçues :

Au Siège social, 62, avenue d'Iéna, Paris ;

Et aux sièges ou succursales des établissements suivants :

.....

La notice prescrite par la loi du 30 juillet 1907 a été publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires...

3) SOCIÉTÉ ANONYME DES HAUTS FOURNEAUX, FORGES ET ACIERIES DE DENAIN ET D'ANZIN. — Capital : 60.000.000 de francs. — Siège social : 12, rue d'Athènes, à Paris (19^e).

Le Conseil d'administration, usant de l'autorisation qui lui a été donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 30 mai 1928, a décidé de porter le capital de 60 à 62 millions de francs par la création de 4.000 actions B de 500 francs de capital nominal chacune.

Ces actions B seront et resteront obligatoirement nominatives ; elles auront, par rapport aux actions actuelles (dénommées actions A), les caractéristiques principales suivantes :

Cession des actions. — Tout transfert d'actions B, à l'exception de la transmission par le titulaire à ses ascendants ou descendants par donation ou par succession, devra être soumis à l'agrément préalable du Conseil d'administration qui, en aucun cas, n'aura à motiver sa décision. Pendant un délai de trente jours à partir de la date de la réception de la lettre recommandée demandant le transfert, le Conseil aura le droit de désigner un ou plusieurs acquéreurs de son choix qui exerceront un droit de préemption en payant, outre les frais de transfert, le prix indiqué dans la demande de transfert ; toutefois ce prix ne pourra pas être supérieur à la moyenne des cours moyens des actions A à la Bourse de Paris dans les huit jours de bourse ayant précédé et dans

les huit jours de bourse ayant suivi la date d'inscription de la demande sur le registre tenu au siège social. Si le délai de trente jours s'écoule sans que le Conseil ait désigné un ou plusieurs cessionnaires de son choix, le transfert proposé devra être opéré dans les délais légaux, au profit de la personne indiquée dans la demande.

Augmentation de capital. — Le nombre total des actions B qui pourront être créées ne pourra, en aucun cas, avoir pour effet de donner à l'ensemble de ces actions un nombre total de voix supérieur au nombre total des voix attribuées à l'ensemble des autres actions.

Droit de vote. — Les assemblées générales extraordinaires qui auraient pour objet des modifications aux statuts ou des propositions de continuation de la Société au delà du terme fixé pour sa durée, ou de sa dissolution avant ce terme, se composeront de tous les actionnaires propriétaires d'une action A ou B et chaque membre de l'assemblée aura droit, sans limitation, à autant de voix qu'il possèdera ou représentera d'actions A et à autant de fois vingt voix qu'il possèdera ou représentera d'actions B. Dans les autres assemblées générales ordinaires ou extraordinaires, chaque membre de l'assemblée aura droit, sans limitation, à autant de voix qu'il possèdera ou représentera de fois vingt actions A et à autant de voix qu'il possèdera ou représentera d'actions B. Un propriétaire d'actions B ne pourra se faire représenter que par un propriétaire de la même catégorie d'actions.

Répartition des bénéfices. — Dans les bénéfices annuels et éventuellement dans la répartition tant de l'actif social au cas de dissolution, que des réserves, chaque action B aura droit à une part égale à celle qui sera attribuée à chaque action A.

Cotation. — En raison de leur caractère, les actions B ne seront pas cotées en Bourse.

Assimilation éventuelle aux actions A. — L'assemblée générale extraordinaire pourra toujours, sur la proposition du Conseil d'administration, décider que les actions B seront entièrement assimilées aux actions A.

Prix d'émission. — Les actions B créées jouissance 1^{er} janvier 1928 seront émises à 1.800 francs chacune, représentant le montant nominal

de 500 francs plus une prime de 1.300 francs, le tout payable au moment de la souscription.

Souscription. — Les actionnaires désireux de souscrire devront faire connaître leur intention au siège social de la Société, avant le 21 juin 1928, sur une formule spéciale de demande d'admission qui leur sera remise, s'ils en expriment le désir.

Leur demande sera examinée par le Conseil d'administration et, au cas où des actions B pourraient leur être attribuées, ces actionnaires seront invités à signer un bulletin de souscription qui leur sera adressé. Ce bulletin accompagné du montant total de la souscription et des actions possédées par le souscripteur, devra être parvenu au siège social de la Société avant le 15 juillet 1928, faute de quoi la souscription de l'intéressé sera considérée comme nulle et non avenue.

Le Conseil d'administration.

La notice prévue par la loi du 30 décembre 1907 a été publiée au Bulletin des Annonces légales obligatoires à la charge des Sociétés financières du 11 juin 1928.

B) Libellés de lettres-prospectus adressés ou remis aux intéressés

1) SOCIÉTÉ DES PHOSPHATES TUNISIENS. — Société anonyme au capital de 20.000.000 de francs. — Siège social à Kalaa-Djerda (Tunisie).

Paris, le (date de la poste). — 35, rue de la Bienfaisance.

Messieurs les actionnaires sont informés qu'à la suite des délibérations prises par l'assemblée extraordinaire du 25 août 1924, il sera procédé au Siège administratif, 35, rue de la Bienfaisance, à Paris, à partir du 15 septembre 1924 à la :

Souscription de 120.000 actions nouvelles de 125 francs nominal, émises à francs 370 et réservées aux 240.000 actions formant le capital actuel de la Société.

Les 120.000 actions nouvelles sont émises jouissance 1^{er} janvier 1925.

Cette souscription aura lieu du 15 septembre au 10 octobre inclus.

A titre irréductible à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

Le droit de souscription étant attaché au coupon n° 33 qui par suite sera sans valeur numéraire, il devra être remis à l'appui de la souscription deux coupons n° 33 pour une action nouvelle souscrite.

Les actions souscrites à titre irréductible devront être libérées entièrement à la souscription.

Pour les titres nominatifs, l'estampillage du droit de souscription aura lieu en souscrivant.

A titre réductible pour les titres qui n'auraient pas été souscrits à titre irréductible.

Les souscriptions à ce titre auront lieu au moyen du même bulletin que celles à titre irréductible, les coupons n° 33 produits pour celles-ci ou les certificats nominatifs, servant de justification du droit à souscrire.

Les actions à titre réductible seront libérées en espèces en souscrivant du montant du premier quart de la valeur nominale, soit francs 31,25 par action, plus 100 francs par action à valoir sur la prime; le solde s'il y a lieu sera versé à la répartition qui sera faite au prorata des actions anciennes possédées.

La Notice prescrite par la loi de finances du 30 janvier 1907 a été publiée au Bulletin des annonces légales et obligatoires du 8 septembre 1924.

Les formalités légales prescrites par la loi du 31 mai 1916 ont été remplies (1).

L'attention de Messieurs les actionnaires est finalement attirée tout particulièrement sur les points suivants :

a) Aux effets de la souscription tant au titre réductible qu'irréductible, la Société ne se charge pas de grouper les souscriptions au nom d'un même actionnaire qui lui parviendraient de différents côtés. Elle

(1) La loi du 31 mai 1916 modifiée par la loi du 31 décembre 1920 interdit jusqu'à nouvel ordre, sauf autorisation du Ministre des Finances, toute émission, exposition, mise en vente ou introduction de valeurs mobilières étrangères sur le marché français. Sont considérées comme Sociétés étrangères les sociétés ayant leur siège dans un pays de protectorat.

décline toute responsabilité à ce sujet et laisse aux actionnaires le soin de présenter une souscription unique.

b) Messieurs les actionnaires sont priés de maintenir le dépôt d'actions anciennes effectué pour l'assemblée générale extraordinaire qui a eu lieu, ou, au cas où ils ne l'auraient pas fait, de déposer les actions anciennes, et cela, en vue et jusqu'après l'assemblée générale extraordinaire de vérification de la sincérité du versement qui sera ultérieurement convoquée.

Les actions nouvelles souscrites et attribuées seront considérées déposées pour ladite assemblée.

Pour permettre ces opérations, on joint à la présente circulaire : un bulletin de souscription et pouvoir.

Le Conseil d'administration.

2) SOCIÉTÉ ANONYME DES MINES DE LA BOUBLE (Puy-de-Dôme). — Capital : 6.400.000 francs. — Siège social : 13, rue de la République, Lyon.

Lyon, le 24 novembre 1924.

M.....

Nous avons l'honneur de vous rappeler les décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 18 novembre 1924.

Remboursement du capital social. — Cette assemblée a décidé que le capital social de 6.400.000 francs sera totalement amorti au moyen du remboursement qui sera fait à chacune des 64.000 actions actuelles d'une somme de 100 francs.

Le paiement de ladite somme de 100 francs par action sera fait à partir du 25 novembre 1924, à la Banque privée à Lyon, rue de l'Hôtel de Ville, n° 41, et dans ses succursales et agences, sur présentation des titres nominatifs ou au porteur pour l'estampille.

Comme conséquence de ce remboursement, les 64.000 actions entièrement amorties deviennent des actions de jouissance.

Augmentation du capital social. — L'assemblée générale extraordinaire susvisée du 18 novembre 1924 a voté une augmentation du capi-

tal social de 6.400.000 francs, pour le porter à 12.800.000 francs, par l'émission de 64.000 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 100 francs chacune, toutes à souscrire au pair et à libérer en numéraire.

Souscription des 64.000 actions nouvelles représentant l'augmentation de capital. — La souscription des 64.000 actions nouvelles représentant l'augmentation de capital de 6.400.000 francs ci-dessus visée, sera ouverte le mardi 25 novembre 1924 et close le 10 décembre 1924.

Ces 64.000 actions nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront jouissance du 1^{er} janvier 1925. En conséquence, elles auront droit à l'intérêt-dividende de 6 % à partir du 1^{er} janvier 1925 et au superdividende qui pourra être distribué pour l'exercice 1925.

Souscription à titre irréductible. — Il est réservé aux actionnaires actuels le droit de souscrire par préférence, à titre irréductible, aux 64.000 actions nouvelles à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne possédée par eux.

Les actionnaires qui voudront user de la faculté qui leur est ainsi réservée devront, à peine de déchéance, effectuer leur souscription à partir du 25 novembre 1924 jusqu'au 10 décembre 1924, et verser en même temps, sur les actions souscrites par eux, la somme de 100 francs par titre représentant le montant de leur valeur nominale.

Forme des souscriptions et des versements. — Les souscriptions et les versements seront reçus à la Banque privée, à Lyon, rue de l'Hôtel de Ville, n° 41, et dans ses succursales et agences.

Chaque souscripteur devra déposer en souscrivant :

- 1° Un bulletin de souscription rempli et signé par lui;
- 2° La somme de 100 francs par action souscrite.

Il devra joindre à l'appui de sa souscription :

a) S'il est titulaire d'actions nominatives, le certificat de ses actions qui sera revêtu d'une estampille indiquant que le droit de préférence a été exercé;

b) S'il est propriétaire d'actions au porteur, le coupon n° 28 des dites actions qui sera annulé en tant que coupon de dividende.

La cotation du droit de préférence à la souscription est demandée en Bourse de Lyon.

Nous avons l'honneur de vous inviter, si telle est votre intention, à exercer le droit qui vous est réservé à la souscription des nouvelles actions.

Dans ce cas, nous vous prions de vouloir bien remplir et signer le bulletin ci-inclus, et le remettre en même temps que le montant exigible de votre souscription, soit 100 francs par action, à la Banque privée à Lyon, 41, rue de l'Hôtel de Ville ou dans ses succursales et agences, le 10 décembre 1924 au plus tard.

Vous voudrez bien en même temps, soit présenter vos titres s'ils sont nominatifs, soit remettre le coupon n° 28 s'ils sont au porteur.

Des bulletins de souscription sont tenus à votre disposition à la Banque privée, à Lyon, rue de l'Hôtel de Ville, n° 41, ou dans ses succursales ou agences, où tous renseignements utiles vous seront fournis.

Veuillez agréer.....

Le Conseil d'administration.

P. S. — La notice prescrite par la loi du 30 janvier 1907 a été publiée.....

IV. — L'EXERCICE DU DROIT DE SOUSCRIPTION

15. — Le bénéficiaire du droit de souscription doit, s'il se décide à souscrire, manifester sa volonté dans les délais et formes fixés et faire les versements requis.

Pour souscrire, il se présente au siège social ou aux guichets des Banques désignées par la Société. Sur justification de son droit, il signe un bulletin de souscription préparé à cet effet et sur lequel il inscrit ses nom, prénoms et adresse, le nombre des titres souscrits et la somme versée. En échange de ce versement, on lui remet un reçu indiquant,

comme le bulletin de souscription, le nombre de titres souscrits et la somme versée (1).

16. — S'il préfère ne pas utiliser lui-même le droit de souscription, il a, en principe, la faculté de le céder à titre gratuit ou à titre onéreux (2).

V. — LA RÉPARTITION DES ACTIONS NOUVELLES

17. — Le mode de répartition des actions nouvelles est décidé soit par les statuts, soit par l'assemblée générale des actionnaires lors du vote de cette émission, soit par le Conseil d'administration agissant par délégation de l'assemblée générale.

18. — En principe, le droit de souscription est accordé à titre irréductible. Chaque bénéficiaire doit recevoir la totalité des actions par lui souscrites au moyen de ses droits établis dans la proportion du nombre des actions anciennes qu'il détient, — et, s'il possède un nombre de droits infé-

(1) Le bénéficiaire du droit de souscription n'est pas tenu de se présenter en personne au Siège social ou aux guichets de l'une de ces Banques ; il peut remettre son bulletin de souscription ainsi que les coupons indiqués par la Société ou ses certificats nominatifs soit à son agent de change, soit à sa Banque et charger celui-ci ou celle-là d'exercer pour son compte le droit de souscription. S'il n'a pas de bulletin de souscription, son agent de change ou sa banque lui en procurera un.

(2) Le principe de la cessibilité du droit de souscription est admis par la doctrine et n'a jamais été contesté par la jurisprudence ; mais si une Société ne peut interdire purement et simplement la cession des droits, rien ne l'empêche de décider, par une clause des statuts ou par une délibération d'assemblée générale, que la cession ne pourra être faite que sous certaines conditions ou à des personnes réunissant certaines qualités, ou même — par exemple — que le droit de souscription accordé aux employés sera incessible. (Sur les exceptions au principe de la cessibilité du droit, voir WAHL, *Journ. des Soc.*, 1912, pages 337 et suivantes ; BARATIN, *Rev. des Soc.*, 1921, page 64 ; JAUFFRET, *Du droit de souscrire par préférence à des actions nouvelles*, pages 134 et 135).

rieur ou supérieur à celui qu'il lui faudrait posséder pour obtenir une attribution correspondant exactement à ses droits, il a la ressource soit d'acheter quelques droits complémentaires, soit de vendre les droits qu'il n'utilise pas.

19. — Quand le droit est accordé à titre réductible aux actionnaires (et, s'il y a lieu, aux porteurs de parts), comme accessoire d'un droit à titre irréductible, la souscription qui aura été effectuée sera réduite, au moment de la répartition, conformément aux règles fixées par l'assemblée générale ou par le Conseil d'administration (1).

Les titres restés disponibles après que les souscriptions faites à titre irréductible ont été intégralement servies peuvent être répartis de diverses manières : la répartition se fera tantôt au prorata des actions souscrites à titre réductible, tantôt au prorata des actions souscrites à titre irréductible, tantôt au prorata des titres anciens possédés.

Il a été jugé par le Tribunal de Commerce de Marseille qu'à défaut de précision sur le mode de répartition, celle-ci doit se faire au prorata des actions anciennes possédées (2). Ce jugement a été confirmé en appel par adoption de motifs (3).

L'avis de répartition est publié dans les journaux financiers.

APPENDICE

I. — LES SYNDICATS D'ÉMISSION

20. — Pour assurer la réussite de l'augmentation de

(1) Les statuts indiquent rarement comment se fera la réduction.

(2) Trib. de comm., Marseille, 29 décembre 1919, *Journ. des Soc.*, 1922, page 77.

(3) Aix, 21 juin 1920 (JAUFFRET, *op. cit.*, page 127).

capital lorsque cette opération doit procurer de nouvelles ressources à la Société, on a l'habitude de faire garantir la souscription par un syndicat financier qu'on appelle *Syndicat d'émission ou de placement*.

Les syndicats d'émission sont constitués le plus souvent par des Banques. Ils reçoivent, en rémunération de la garantie par eux donnée, une commission variant entre 3 et 20 % de la valeur des nouvelles actions (1).

II. — L'INFLUENCE DE L'ÉMISSION SUR LE COURS DE L'ACTION ANCIENNE

21. — La plupart du temps et sauf circonstances exceptionnelles ayant profondément influencé le marché des valeurs, l'augmentation de capital influe de la manière suivante sur le cours de l'action ancienne :

A l'annonce des conditions de l'émission,

Le cours de l'action ancienne baisse lorsque l'émission paraît avoir pour but unique la création de nouvelles ressources (2).

Le cours de l'action ancienne monte lorsque l'émission semble devoir aboutir à la distribution indirecte d'une partie des réserves (3).

(1) Sur les Syndicats d'émission, V. HOUPIN et BOSVIEUX, 6^e édition, t. I, numéros 625 et suivants et LE ROY, *Thèse*, Paris, 1914.

Les syndicats d'émission donnaient lieu parfois à de graves abus. Aussi la loi du 3 décembre 1926 a rendu l'article 419 du Code pénal applicable à tous agissements ayant pour résultat d'opérer ou de tenter d'opérer une hausse ou une baisse factice du prix des effets publics ou privés.

(2) En raison du capital plus important à rémunérer par la Société on peut craindre une diminution de la valeur financière du titre ancien.

(3) Rappelons que les actionnaires n'ont pas de droit acquis sur les réserves tant que la Société n'a pas été dissoute. Une distribution de réserves par la voie indirecte de l'augmentation de capital permet à l'actionnaire de valoriser immédiatement, si bon lui semble, son droit éventuel sur cette portion de réserves, puisque cet actionnaire a la faculté de céder à titre onéreux son droit de souscription.

Lors du détachement du droit de souscription,

L'action ancienne subit une dépréciation égale à la valeur du droit de souscription et cette dépréciation se reflète immédiatement sur le cours du titre.

CHAPITRE II

La valeur à attribuer au droit de souscription quand il a été exercé par le propriétaire du titre

22. — Presque toujours, le droit de souscription a une valeur pécuniaire.

Cette valeur peut varier sensiblement suivant qu'on considère la valeur intrinsèque du droit ou sa valeur théorique ou encore sa valeur résultant de la loi de l'offre et de la demande.

Nous allons donner toutes explications utiles sur ces différentes valeurs, puis nous rechercherons quelle valeur on devra, dans diverses hypothèses, attribuer à un droit de souscription quand il aura été exercé par le propriétaire du titre.

SECTION I

Différentes valeurs du droit de souscription

I. — VALEUR INTRINSÈQUE DU DROIT

23. — La valeur intrinsèque du droit est la quote-part exacte d'actif social qu'il représente.

Pour la déterminer, il faut être en mesure d'évaluer

avec précision l'actif social (capital social et réserves) qui reviendrait aux actions en cas de liquidation. L'opération faite, on ajoute au montant de cette évaluation le montant des sommes à verser par les souscripteurs et on divise le total par le nombre des actions (anciennes et nouvelles). Le quotient représente la valeur intrinsèque de l'action nouvelle. On retranche ensuite de cette dernière valeur le prix d'émission de l'action nouvelle et on divise le montant de la différence par le nombre de droits qu'il faut posséder pour souscrire.

Exemple. — Une Société dont le capital est divisé en 20.000 actions ayant une valeur intrinsèque globale de 24.000.000 de francs, émet au prix de 600 francs chacune 10.000 actions nouvelles assimilées immédiatement aux anciennes et réservées aux anciens actionnaires à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La valeur intrinsèque de chaque action nouvelle sera de :

$$\frac{24.000.000 + 6.000.000}{30.000} = 1.000 \text{ francs.}$$

La valeur intrinsèque du droit sera de : $\frac{1.000 - 600}{2} = 200 \text{ francs.}$

Pratiquement, en raison notamment de l'existence de réserves occultes dissimulées sous des postes du bilan, il est difficile de déterminer exactement ce que valent l'action nouvelle et le droit de souscription.

II. — VALEUR THÉORIQUE DU DROIT

24. — La valeur théorique du droit se détermine de la même façon que la valeur intrinsèque, en tenant compte toutefois de la valeur assignée en Bourse à l'actif social (1) (et non pas de la valeur exacte de cet actif social).

(1) La valeur à laquelle s'élève la capitalisation en Bourse de l'affaire s'obtient en multipliant par le nombre d'actions anciennes le cours de chacune de ces actions.

Exemple. — En septembre et octobre 1926, les Etablissements Maréchal, au capital de 12.500.000 francs divisé en 25.000 actions de 500 francs, ont porté leur capital à 30.000.000 de francs par l'émission à 1.150 francs de 35.000 actions nouvelles qui furent immédiatement assimilées aux actions anciennes. La souscription a été réservée à titre irréductible, savoir : aux anciens actionnaires dans la proportion de treize actions nouvelles pour dix anciennes et aux porteurs de parts de fondateur dans la proportion d'une action nouvelle pour deux parts.

A la date du 1^{er} octobre 1926, la valeur en bourse de l'action ancienne s'élevait à 1.750 francs.

Quelle était, à cette date, la valeur théorique du droit de souscription ?

Puisque, d'après le cours de la Bourse, l'estimation des 25.000 actions anciennes représente un capital de 43.750.000 fr.
auquel il faut ajouter le prix d'émission des 35.000 actions nouvelles (35.000×1.150) 40.250.000 fr.

Les actions (anciennes et nouvelles) de la Société
vaudront ensemble, après l'émission 84.000.000 fr.

Chacune des actions nouvelles aura une valeur de :

$$84.000.000 : 60.000 = 1.400 \text{ francs.}$$

La valeur théorique du droit de souscription attaché à chaque action ancienne sera de :

$$\frac{13 \times (1.400 - 1.150)}{10} = 325 \text{ francs}$$

Et la valeur théorique du droit de souscription attaché à chaque part de fondateur aura une valeur de :

$$\frac{1 \times (1.400 - 1.150)}{2} = 125 \text{ francs}$$

25. — Toutes les fois que les nouvelles actions sont réservées en totalité aux actionnaires et dans une même proportion à chacun d'eux, on peut recourir à un calcul plus simple.

Soit une Société qui émet, à 800 francs, des actions nouvelles immédiatement assimilables aux anciennes et réservées

aux anciens actionnaires à raison de trois nouvelles pour cinq anciennes.

Pour connaître la valeur théorique du droit de souscription à une date déterminée, on commence par prendre dans un journal financier le cours du titre à cette date. Ce cours étant, par exemple, de 2.000 francs, on trouve que la valeur de l'action nouvelle est de :

$$\frac{(2.000 \times 5) + (800 \times 3)}{8} = 1.550 \text{ francs}$$

et que la valeur théorique du droit est de :

$$\frac{3 \times (1.550 - 800)}{5} = 450 \text{ francs}$$

26. — Dans le cas où les actions nouvelles ne seraient pas assimilées immédiatement aux anciennes, il faudrait déduire du cours de l'action ancienne le montant du coupon que n'encaissera pas le nouveau souscripteur.

27. — Quand les actions anciennes ont été amorties entièrement ou partiellement, il faut déduire du prix d'émission de l'action nouvelle une somme égale à celle qui a été remboursée à chaque propriétaire d'une action ancienne.

28. — La Société qui augmente son capital peut avoir établi un barème progressif, mais non proportionnel, et faisant varier, suivant le nombre d'actions possédées, la proportion dans laquelle s'exercera le droit de souscription.

La valeur théorique du droit doit alors être calculée, pour chaque souscripteur, d'après le nombre des actions nouvelles auxquelles il a le droit de souscrire à titre irréductible.

III. — VALEUR RÉSULTANT DE LA LOI DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

29. — *Cotation du droit*. — Sur la demande de la Société, le droit est coté dès le jour de l'ouverture de la souscription soit en Bourse si les anciens titres y sont déjà négociables, soit en Banque si les anciens titres ne sont négociables qu'en Coullisse (1).

30. — Au marché en Banque, on négocie le droit lui-même et le cours coté représente le prix du coupon nécessaire pour la souscription (2).

Au Parquet, les agents de change n'ayant de privilège que pour la négociation des valeurs cotées (3), n'acceptent à la cote que les titres eux-mêmes. C'est pourquoi, sur ce marché, la cession d'un droit se traite seulement « en affaires liées », c'est-à-dire qu'elle s'analyse en une vente de titre « droit attaché » et en un rachat immédiat de ce titre « ex-droit ». Pour indiquer le prix du droit, les agents de change donnent le cours du titre « droit attaché » et celui du titre « ex-droit » : la différence entre les deux cours représente le prix en question (4).

Afin de remédier aux difficultés qui résultent de la livraison tardive ou de la non livraison des titres ou coupons

(1) L'inscription du droit à la cote est demandée soit à la Chambre syndicale des agents de change, soit à la Chambre syndicale des Banquiers en valeurs au comptant, suivant que l'action ancienne est négociable au Parquet ou en Coullisse.

(2) Le courtage est de 0,50 cent. jusqu'à 25 francs, 1 franc de 25 à 75 francs, 2 francs de 75 à 150 francs, etc... Minimum par bordereau : 2 francs.

(3) Cass., 1^{er} juillet 1885, D. 85, I, 33.

(4) Sous la rubrique *Droit de souscription*, on a coté, par exemple, à la date du 25 novembre 1927 : Banque de la Réunion, 4.475/2.605. La valeur de ce droit était donc de $4.475 - 2.605 = 1.870$ francs.

représentant des droits de souscription, la Chambre syndicale des agents de change a créé des « bons de souscription (1) » qui doivent être utilisés dans les conditions et délai indiqués par une note publiée en mai 1921 (2). Ces bons dont la création a reçu l'adhésion des principales Banques, sont ordinairement acceptés par les Sociétés qui procèdent à l'augmentation de leur capital.

(1) Il ne faut pas confondre ces bons de souscription créés par la Chambre syndicale des agents de change, avec les « *bons de souscription privilégiée* », généralement au porteur, que certaines Sociétés remettent notamment à leurs fondateurs ou à leurs souscripteurs originaires et qui représentent le droit de souscrire par préférence accordé à chacun de ces derniers.

(2) Cette note, très détaillée, contient notamment les dispositions suivantes :

« Il est rappelé que le but à atteindre est essentiellement de mettre à la disposition de l'acheteur, en cas de non livraison, le nombre exact de titres nouveaux auxquels sa souscription totale peut lui donner droit et en même temps de l'obliger à chiffrer lui-même le montant de sa souscription tant irréductible que réductible, pendant le délai fixé et sans que ces chiffres puissent être modifiés en raison des cours pratiqués par la suite.

En conséquence, et sauf avis contraire pour le cas où une Société émettrice n'accepterait pas les Bons de souscription, les affaires liées se régleront comme suit :

Tout acheteur de droits à qui les titres ou coupons n'auront pas été remis en temps utile, devra réclamer à son agent de change les « bons de souscription » au moyen desquels il pourra exercer une souscription irréductible et réductible dans les conditions prévues ci-après.

Les « Bons de souscriptions » imprimés par la Chambre syndicale sur un modèle uniforme, comprendront trois parties :

1° Une souche à conserver par l'agent de change émetteur;

2° Un talon que l'agent de change doit adresser à la Chambre syndicale au lendemain de la clôture de la souscription;

3° Le Bon proprement dit qui est destiné au client acheteur et devra lui être délivré la veille de la clôture de la souscription au plus tard.

Muni de ce bon de souscription et des titres ou coupons qu'il peut posséder d'autre part, l'acheteur fera sa souscription irréductible et, s'il y a lieu, réductible en effectuant le versement correspondant.

La Société acceptera la souscription sous réserve que les bons produits à l'appui seront échangés en temps utile contre des titres ou des coupons.

L'échange aura lieu exclusivement par les soins de la Chambre syndicale qui remettra elle-même à la Société ou à l'établissement centralisateur, dans les quelques jours supplémentaires qui lui seront réservés, les titres ou coupons livrés tardivement par les agents de change vendeurs.

Dans le cas où, par suite de non livraison d'un certain nombre de titres

Pour les seules émissions dans lesquelles les « bons de souscription » ne sont pas admis par la Société émettrice, les négociations de titres en vue de souscription (affaires liées) font l'objet de deux cotes distinctes : l'une dite des *Attributions* qui est réservée aux négociations portant sur les quotités de titres donnant droit exactement, d'après le barème établi pour les souscriptions irréductibles, à une ou plu-

ou coupons l'échange ne serait que partiel, la Société annulera les souscriptions correspondant aux bons non échangés.

La Société ou l'établissement centralisateur prendra note des souscriptions ainsi réduites ou annulées, elle en fera un relevé pour la Chambre syndicale qui, après vérification, achètera sur le marché les titres manquants dans les souscriptions indiquées.

Les titres ainsi achetés seront remis aux souscripteurs ayant droit après versement du prix d'émission, en tenant compte des sommes appelées sur les actions.

La Chambre syndicale se fera rembourser par les vendeurs en défaut le principal et les frais d'achats, déduction faite du prix d'émission.

Livraison des titres ou coupons par les clients avant la clôture de la souscription. — Les clients ayant vendu des droits devront livrer les coupons ou les titres à l'agent de change au plus tard, la veille de la clôture de la souscription avant dix heures (article 48 du Règlement particulier).

Un client qui a acheté des droits chez un Agent et vendu chez un autre peut faire compenser son achat et sa vente en prévenant, au plus tard, la veille de la clôture de la souscription avant dix heures.

Livraison des titres ou coupons entre Agents avant la clôture de la souscription. — Les Agents devront se livrer les titres ou coupons la veille de la clôture de la souscription avant une heure.

Règlement des négociations de droits de souscription. — Dans tous les cas, que le droit de souscription soit représenté par un coupon ou par un titre ancien non estampillé, les deux opérations : achat et vente doivent être réglées simultanément.

Lorsque le droit de souscription est représenté par le titre non estampillé, l'acheteur du titre non estampillé doit remettre au vendeur un bon de titres estampillés qui devra être échangé « dans un délai maximum de huit jours ».

Livraison des coupons ou titres qui n'auraient pas été remis dans les délais fixés ci-dessus...

Formalités à remplir par le client et règlement des titres nouveaux non attribués par la Compagnie...

Indemnités pour non livraison. — La Chambre syndicale se chargeant de centraliser en cas de non livraison le règlement des « affaires liées », les indemnités particulières et les livraisons des titres nouveaux d'Agent vendeur à Agent acheteur sont supprimées.

Toutes les affaires ayant donné lieu à la création de bons de souscription passeront par la Chambre syndicale qui livrera les titres nouveaux et en réclamera le montant aux intéressés.

Dans aucun cas, les clients vendeurs en défaut ne pourront livrer de titres nouveaux, ils devront verser le montant de l'indemnité fixée.

Suppression du marché des Rompus et attributions. — Comme conséquence

sieurs actions nouvelles, et l'autre dite des *Rompus*, qui comprend les négociations sur une quantité quelconque de titres (1).

31. — Officiellement, les droits cessent d'être cotés deux ou trois jours avant la clôture de l'émission pour permettre aux agents de change et aux banquiers-coulistiers de régler leurs opérations entre eux ; mais on peut, hors cote, négocier le droit jusqu'au jour de la clôture de la souscription.

32. — *Annonce de la cotation du droit.* — La Chambre syndicale des agents de change fait insérer dans les journaux financiers un avis ainsi rédigé dans la plupart des cas :

« SOCIÉTÉ DES..... — La Société des..... va procéder à l'émission de..... actions nouvelles de..... francs, dont la souscription, ouverte du..... au..... prochain, est réservée, par préférence, aux actionnaires actuels, au prix de..... fr. chacune, à raison de..... actions nouvelles pour..... anciennes, à titre irréductible. Les actionnaires peuvent également souscrire à titre réduc-

de la création des bons de souscription la double cote des *Rompus* et Attributions devenue inutile sera supprimée; il n'y aura plus qu'un seul marché de droits, sauf dans le cas où une Société refuserait d'admettre les bons de souscription dans une émission faite par elle.

Courtage. — Pour les « affaires liées » relatives aux émissions dans lesquelles les Bons de souscription seront admis par la Société émettrice le courtage réglementaire sera appliqué comme suit :

1° Maintien du franco actuel sur l'opération portant sur le titre ex-droit.

2° Perception du courtage au tarif réglementaire de trois pour mille sur la valeur du titre droit attaché. Toutefois, si l'application de ce tarif de trois pour mille faisait ressortir une perception supérieure à 10 % de la différence entre la valeur du titre droit attaché et celle du titre ex-droit, le courtage sera réduit à 10 % de ladite différence, sans pouvoir en aucun cas être inférieur à un pour mille de la valeur du titre droit attaché.

Le minimum réglementaire de 1 fr. 50 par bordereau continuera à être appliqué en tout état de cause.

Nota. — Le mode de cotation sous deux rubriques (*Rompus* et Attributions) sera maintenu et le courtage sera perçu dans les conditions anciennes pour les émissions dans lesquelles les Bons de souscription ne seront pas admis par la Société émettrice ».

(1) V. FAVRE, La Bourse clairement expliquée, pages 110 et suivantes.

tible. Les souscriptions sont reçues contre remise du coupon n°..... En conséquence, la Chambre syndicale a décidé que, du..... au..... inclus, les actions de la Société se négocieront sous deux rubriques distinctes : actions ex-droit à la souscription, ex-coupon n°..... ; action droit et coupon n°..... attaché.

En vue de faciliter l'exercice du droit de souscription, les opérations pourront se traiter sous la forme « d'affaires liées » et les cours seront inscrits sous la rubrique « Cote à titre spécial » du.... au.... inclus ».

33. — La Chambre syndicale des Banquiers en valeurs au comptant publie également, après avoir agréé une demande de cotation, un avis indiquant succinctement de la manière suivante les conditions et délais de la souscription :

« COMPAGNIE GÉNÉRALE DES..... — Création de..... actions nouvelles de..... francs chacune, sur lesquelles..... sont réservées aux anciens actionnaires au prix de..... fr., jouissance du..... Droit : une action nouvelle pour..... anciennes. Souscription : sur remise du coupon n°, ouverte du au A partir du, les actions anciennes ne seront plus cotées qu'ex-droit en Coulisse. Toutefois, le coupon n° figurera à la cote sous la rubrique : « Droits de souscription » jusqu'au ».

34. — *Prix du droit.* — Le droit est presque toujours coté à un prix inférieur à sa valeur théorique.

Exemples. — En décembre 1925, la Société Bozel-Lamotte procède à l'émission, à 215 francs, de 67.070 actions de 200 francs réservées aux actionnaires anciens à raison d'une action nouvelle pour trois anciennes. Le 10 décembre 1925, le cours de l'action ancienne est de 240 francs ; à la même date, le droit est coté 240/238, soit 2 francs alors que sa valeur théorique ressort à 6 francs.

— En novembre 1924, la Société des Grands Magasins du Printemps procède à l'émission, au prix de 400 francs, de 90.000 actions nouvelles de 150 francs nominal, réservées aux anciens actionnaires à raison d'une

action nouvelle pour trois anciennes. Le 16 novembre 1924, le cours de l'action ancienne est de 460 francs ; à la même date, le droit est coté 460/450, soit 10 francs, alors que sa valeur théorique ressort à 15 francs.

D'autre part, les prix du droit reflètent les fluctuations que subit le cours de l'action ancienne.

SECTION II

Valeur à attribuer à un droit de souscription quand il a été exercé par le propriétaire du titre

35. — Lorsqu'un droit de souscription a été exercé par le propriétaire du titre, quelle valeur devra-t-on lui attribuer ?

La question présente une réelle importance notamment pour les praticiens qui ont à liquider des communautés et des successions dans lesquelles il y a lieu de tenir compte de cette valeur.

D'après nous, elle doit être solutionnée différemment suivant que le droit a été coté pendant l'émission ou qu'il n'a pas été coté ou qu'il n'a jamais été négociable ni au Parquet, ni en Coullisse.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *Le droit a été coté pendant l'émission.*

Dans cette hypothèse, on devra prendre, comme représentant la valeur du droit, le cours coté au jour de l'exercice de celui-ci. Si le droit n'a fait l'objet d'aucune transaction

ce jour-là, on prendra la moyenne des cours cotés pendant l'émission (1).

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — *Le droit, bien qu'ayant été admis à la cote, n'a jamais été coté.*

On devra alors prendre la valeur théorique (2) du droit calculée soit d'après la valeur en bourse de l'action ancienne au jour de la souscription si, le même jour, cette action a été coté « droit attaché », soit d'après le cours moyen de l'action ancienne pendant l'émission et avant détachement du droit si cette action n'a pas été cotée le jour de la souscription.

TROISIÈME HYPOTHÈSE. — *La cotation du droit n'a pas été demandée, bien que les anciens titres soient négociables au Parquet ou en Coulisse.*

On devra prendre la valeur théorique (2) du droit calculée de la même manière que dans l'hypothèse précédente.

QUATRIÈME HYPOTHÈSE. — *Le droit, de même que l'action ancienne, n'était négociable ni au Parquet, ni en Coulisse.*

On demandera au siège de la Société que'le était la valeur du droit à la date de la souscription du bénéficiaire et c'est de cette valeur qu'on devra tenir compte (3).

-
- (1) Si, l'un des jours de l'émission, plusieurs cours ont été cotés, c'est le cours moyen de ce jour-là, établi en tenant compte seulement du cours le plus haut et du cours le plus bas, qui sera retenu pour le calcul de la valeur du droit.
 - (2) Sur la valeur théorique du droit, voir *Suprà*, numéros 24 et suiv.
 - (3) Bien entendu, l'estimation fournie par la Société n'est qu'un simple avis et les intéressés peuvent, d'un commun accord, attribuer au droit une valeur moindre ou une valeur plus grande si cette dernière estimation leur paraît mieux correspondre aux renseignements par eux recueillis sur la situation de la Société.

CHAPITRE TROISIÈME

La nature du droit de souscription

§ 1^{er} — Le droit de souscription n'est ni un fruit, ni un produit de l'action ancienne

36. — « On entend par *fruits*, écrivent MM. Colin et Capitant (1), ce que la chose produit périodiquement, sans altération ni diminution sensible de sa substance ».

Le caractère de fruits peut provenir même de l'aménagement apporté par le propriétaire dans ses perceptions (2). Ainsi, les produits des mines et des carrières sont des fruits lorsque le propriétaire les a aménagés pour une exploitation régulière.

Comme les augmentations de capital sont des opérations occasionnelles dans la vie des Sociétés, on ne saurait trouver dans le droit de souscription le trait caractéristique du fruit, qui est d'être une ressource périodique pour le propriétaire de la substance productive (3).

37. — Par opposition aux fruits, on appelle *produits* ce que la chose fournit sans périodicité et avec diminution de sa substance (4).

(1) COLIN et CAPITANT, 4^e édition, t. I, page 728.

(2) En ce sens : COLIN (Charles Ambroise), La notion du revenu en matière de législation fiscale, Dalloz, 1924 ; COLIN et CAPITANT, t. I, page 802 ; LABBÉ, note sous Cass. req., 14 mars 1877, S. 78, I, 5.

(3) En ce sens : JAUFFRET, Du droit de souscrire par préférence à des actions nouvelles, pages 152 et suivantes ; CHEVALIER, Du droit de souscription en cas d'augmentation de capital dans les Sociétés anonymes ou en commandite par actions, page 39. — En sens contraire : DECUGIS, *Journ. des Soc.*, 1922, pages 49 et suiv.

(4) COLIN et CAPITANT, 4^e édition, t. I, page 728.

Nous ne le pensons pas, et cela pour deux raisons : 1° le droit de souscription ne peut être considéré comme « fourni » directement par l'action, puisque son acquisition nécessite l'accomplissement d'un acte juridique (consistant dans l'acceptation de l'offre faite par la Société); 2° la substance même de l'action ne se trouve nullement diminuée à la suite de l'augmentation de capital, les actionnaires n'ayant aucun droit acquis sur les réserves jusqu'au jour de la dissolution de la Société (Voir *supra*, page 30, note (3) et *infra*, n° 39 et 40).

La Cour de Cassation a d'ailleurs condamné la théorie qui verrait dans le droit de souscription un produit (1).

§ 2. — Le droit de souscription n'est pas un démembrement, une fraction de l'action ancienne

38. — D'après un éminent jurisconsulte, le droit de souscription est « un démembrement, une fraction de l'action ancienne (2) ».

M. Baratin partage cette opinion qu'il explique ainsi (3) :

« L'assemblée générale s'est réunie en vue de statuer sur une augmentation de capital. Un nouveau contingent d'actions va profiter sur un pied d'égalité avec les anciennes de l'enrichissement social, notamment des réserves prudemment amassées dans les années prospères. Il faut cependant réaliser cette opération sans causer aucun préjudice aux premiers actionnaires.

« La répartition préalable des réserves pourrait être fu-

(1) Cass. 12 juillet 1880, cité *infra*, n° 41 *in fine*.

(2) PERROUD, *Rev. des Soc.*, 1922, page 280.

(3) BARATIN, *Rev. des Soc.*, 1922, page 573.

neste à la Société; elle serait illogique, d'ailleurs, l'idée d'augmentation naissant, en général, d'un besoin d'argent. La Société n'y songera guère, car elle dispose d'autres moyens plus ingénieux, qui lui permettent de conserver toutes ses ressources et de concilier les deux intérêts en présence : le sien propre et celui de l'actionnaire. Elle y parvient, soit en imposant aux nouveaux souscripteurs un versement supplémentaire appelé « prime d'émission », soit en réservant aux actionnaires anciens un droit de priorité dans la souscription des actions nouvelles, le plus communément, presque toujours, en prenant à la fois l'une et l'autre de ces précautions.

« Dès lors, il est aisé de voir que le droit de souscription représente au regard de l'actionnaire un élément de capital, tout comme l'excédent de la valeur de l'action au delà de son montant nominal, tout comme le dividende exceptionnel que la Société, en s'inspirant d'une politique différente, mais toujours dirigée par la pensée de défendre les droits des actionnaires anciens, pouvait l'instant d'avant, et préférablement à la réserve du droit de souscription, distribuer à ces derniers en diminuant ainsi la valeur de l'action.

« Ainsi le droit de souscription est une partie intégrante de l'action ancienne. Quand on l'en détache pour le vendre, il conserve sa nature; sa valeur propre se révèle; l'action ancienne se trouve dépréciée d'autant ».

39. — Reprenant la formule des deux auteurs dont nous venons d'indiquer l'opinion, M. Jauffret déclare à son tour que le droit de souscription est « un démembrement, une fraction de l'action ancienne » (1).

(1) JAUFFRET, *op. cit.*, pages 161 et 162.

« Nous assistons en somme, ajoute-t-il, à une modification dans la façon dont les droits de l'actionnaire sont représentés. Ils étaient tous auparavant concentrés en un titre unique : l'action ancienne, qui donnait entre autres, le droit éventuel à une quote-part de l'actif social. L'ancien actionnaire, après la décision de l'assemblée générale extraordinaire, conservera les mêmes droits, mais sa part dans l'actif est représentée d'une part par son action amoindrie et amputée, d'autre part par son droit de souscription.

« Nous rapprocherions volontiers cette situation de celle de l'actionnaire qui reçoit une action gratuite par virement des réserves du capital. Il ne gagne rien, ses droits dans l'actif sont les mêmes, mais au lieu d'être représentés par un seul titre, ils le sont maintenant par deux : l'action ancienne amputée d'un droit aux réserves et l'action nouvelle qui ne vaut que par ce qui a été enlevé à l'ancienne. Cette action nouvelle n'est ni un fruit, ni un produit, c'est un capital qui n'est qu'une fraction du titre ancien amputé. De même, l'actionnaire qui jouit d'un droit de souscription voit ses droits représentés par : 1° l'action ancienne amoindrie; 2° le droit de souscription.

« On ne saurait nous reprocher de faire là un raisonnement abstrait, car l'actionnaire peut aisément avoir en mains, de façon concrète, cette valeur qui a été arrachée à l'action ancienne : il lui suffit de vendre le droit de souscription. Le mécanisme de la vente sur le marché officiel met admirablement en lumière la nature du droit de souscription. Le possesseur de l'action ancienne remet à l'agent de change son action intégrale (droit attaché), il reçoit en échange deux valeurs de capital : 1° l'action ex-droit; 2° le montant de la valeur du droit de souscription ».

40. — La théorie de MM. Baratin et Jauffret ne nous paraît pas satisfaisante.

Sans doute, une augmentation de capital par émission d'actions à souscrire en espèces entraîne le plus souvent une « amputation » d'une partie des avantages de l'action ancienne, mais cette conséquence n'est pas inéluctable et peut se trouver écartée notamment dans les cas suivants :

1° Pendant le délai indiqué pour la souscription, le prix d'émission de l'action nouvelle est tellement voisin de la valeur théorique de celle-ci (1) que le droit de souscription est sans valeur pécuniaire.

2° Les actions nouvelles ont été réservées par préférence et à un prix déterminé à certaines personnes (actionnaires ou non actionnaires) en contre-partie d'avantages qui sont procurés par celles-ci à la Société et qui sont équivalents à la valeur globale des droits de souscription.

D'autre part, en formulant leurs conclusions sur la nature du droit de souscription et en considérant que ce droit est un « démembrement », une « fraction » de l'action ancienne, MM. Perroud, Baratin et Jauffret semblent avoir perdu de vue que les anciens actionnaires n'ont pas de droit acquis sur les réserves jusqu'au jour de la dissolution de la Société et que jusqu'à cette époque, la Société est libre de disposer de ses réserves.

(1) Pour connaître la valeur *théorique* qu'avait l'action nouvelle au cours de la période fixée pour la souscription, il faut : 1° Calculer la valeur à laquelle s'élève la capitalisation en Bourse de l'affaire en multipliant par le nombre d'actions anciennes le cours de chacune de ces actions (avec droit de souscription attaché) ; 2° Ajouter à cette valeur le prix d'émission de la totalité des actions nouvelles ; 3° Et enfin diviser le total ainsi obtenu par le nombre global des actions anciennes et nouvelles.

41. — Après avoir dégagé sa théorie sur le droit de souscription — théorie que nous avons rapportée *Supra* n° 39 — M. Jauffret confronte, avec les résultats de son examen, les deux arrêts de la Cour de Cassation du 12 juillet 1880 (1) et du 24 juin 1903 (2) qui, à notre connaissance, sont les seuls sur cette matière.

« L'arrêt de 1903, prétend M. Jauffret, s'accorde pleinement avec la théorie qui voit dans le droit de souscription une fraction de l'action ancienne, puisqu'il indique que les actions nouvelles sont *issues des titres primitifs*, et qu'il fait participer le droit de la situation juridique des actions anciennes ».

M. Jauffret, croyons-nous, se méprend sur le sens de cette décision.

Les époux Danmanville étaient mariés sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts. Parmi les biens appartenant en propre au mari se trouvaient des actions de la Société du Gaz de Rouen. Cette Société fit une émission d'actions nouvelles réservées par préférence aux anciens actionnaires et distribua à ceux-ci un dividende exceptionnel de 250 francs par action, en leur donnant la faculté de l'utiliser, à due concurrence et par compensation, au paiement du prix des nouvelles actions.

Danmanville souscrivit, puis vint à décéder. Lors de la liquidation, la veuve prétendit que les actions nouvelles dépendaient de la communauté, comme ayant été, en partie tout au moins, souscrites avec des deniers communs.

(1) William Arnous-Rivière c. Léonce Arnous-Rivière, D. 82, 1, 36; S. 82, I. 162.

(2) Veuve Danmanville c. Danmanville, D. 04, 1, 591; *Journ. des Soc.*, 1905, page 248.

La Cour de Rouen ayant décidé le 25 juin 1901 que les actions étaient propres, la veuve porta cet arrêt devant la Cour de Cassation. Le pourvoi fut rejeté, l'arrêt ayant fait une juste application de la loi en décidant : « que l'usage par le mari d'un droit de souscription qui lui était personnel n'avait fait qu'accroître des biens qui lui étaient propres et que la circonstance qu'il avait pris sur la communauté d'acquêts la somme nécessaire pour compléter sa souscription, si elle donnait ouverture à récompense, ne pouvait avoir pour effet d'attribuer à cette communauté la propriété de ces actions issues des titres primitifs et pour partie de leurs produits capitalisés sur lesquels elle n'avait aucun droit ».

D'après nous, la Cour de Cassation ne solutionne ici qu'une question d'espèce. Elle décide simplement que les actions nouvelles sont, dans l'espèce visée, devenues la propriété du mari (sauf récompense de la partie du prix payé par la communauté) puisque : 1° le droit de souscription (1) était personnel à ce dernier ; 2° ces actions nouvelles avaient été libérées pour moitié au moyen d'un dividende exceptionnel prélevé sur les réserves de la Société.

Quant à l'arrêt de 1880, M. Jauffret essaye, non moins vainement, de le concilier avec sa théorie. Cet arrêt, dit-il, « proclame que le droit n'est pas un accroissement de l'action ancienne »

Or, la Cour Suprême s'est exprimée dans les termes suivants : « Attendu que ce droit ou cette faculté conditionnelle de souscrire aux émissions nouvelles n'était pas un produit de la propriété des actions anciennes, ni une chose s'unis-

(1) Ce droit de souscription avait indiscutablement une valeur pécuniaire.

sant à elle de plein droit et nécessairement à titre d'accession ou d'accroissement ».

Elle ne proclame donc pas, comme le comprend M. Jaufret, que le droit de souscription n'est pas un accroissement de l'action ancienne; elle montre seulement que ce droit n'est pas une chose s'unissant à la propriété des actions anciennes de *plein droit et nécessairement*, à titre d'accession ou d'accroissement.

§ 3. — En quoi consiste le droit de souscription

42. — *En quoi consiste le droit de souscription jusqu'à la réalisation de l'émission.* — Nous savons que le droit de priorité de souscription peut être accordé, notamment aux actionnaires et aux porteurs de parts de fondateur, soit par une clause des statuts, soit — à défaut de clause statutaire — par une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Par la clause des statuts ou par la décision de l'assemblée, la Société promet de recevoir la souscription privilégiée (et par suite, de délivrer au bénéficiaire les titres souscrits par préférence) si l'émission d'actions nouvelles payables en numéraire vient à être décidée et si le bénéficiaire de ladite promesse manifeste, dans les conditions et délais qui seront fixés, la volonté d'user de son droit de souscrire par préférence. De cette promesse résulte, pour la Société, une *obligation de faire* sous condition suspensive de la réalisation de l'émission.

A l'égard du bénéficiaire de la promesse, le droit de préférence à la souscription des actions nouvelles constitue

donc une simple *faculté conditionnelle* : pour que cette faculté soit acquise au titulaire, il faut que l'émission ait lieu.

43. — *En quoi consiste le droit de souscription à partir de la réalisation de l'émission.* — A partir du jour de la réalisation de l'émission et jusqu'au jour de l'acceptation de l'offre faite par la Société, le droit de souscription apparaît comme une *faculté* dont le bénéficiaire est libre d'user ou de ne pas user : tant que l'acceptation de l'offre n'est pas intervenue (1) celle-ci reste pendante et le contrat de souscription ne peut se former (2).

§ 4. — Nature juridique du droit de souscription

44. — Avant la réalisation de l'émission, le droit de souscription est un *droit de créance conditionnel* et dont l'existence, après l'accomplissement de la condition, sera subordonnée à la manifestation de volonté du bénéficiaire.

A partir de la réalisation de l'émission, le droit de sous-

(1) L'acceptation de l'offre est le plus souvent tacite et résulte de l'exercice du droit (ou de la cession du droit).

(2) En principe, le droit de souscription est un *avantage*.

Cet avantage est *attaché à la propriété du titre*, lorsqu'il est accordé aux actionnaires et aux porteurs de parts (Cf. HOUPIŒ et BOSVIEUX, 6^e édition, t. II, page 43; WAHL, *Journ. des Soc.*, 1925, page 141; Trib. civ., Valenciennes, 18 novembre 1925, *Journ. des Soc.*, 1926, page 352).

Il est *attaché à la qualité de souscripteur originaire*, quand il est accordé aux premiers souscripteurs de la Société considérés avec cette qualité et non pas seulement comme actionnaires.

Il est *attaché à la fonction* remplie dans la Société et peut être considéré comme un salaire ou un supplément de salaire, lorsqu'il est accordé aux membres du Conseil d'administration et aux employés.

cription est un *droit de créance dont l'existence n'est subordonnée qu'à la manifestation de volonté du bénéficiaire* (1).

45. — Quand le droit de souscrire par préférence est attaché à la propriété d'une action ou d'une part de fondateur, l'acceptation de l'offre de la Société par le propriétaire du titre entraîne une conséquence qu'il importe de souligner tout particulièrement : le droit de créance pur et simple, qui prend naissance au moment où se forme le contrat de souscription, est censé — à l'égard du bénéficiaire — s'unir au titre sans lequel il n'aurait pas existé et devient un élément *accessoire* par rapport à l'ensemble des autres droits de ce bénéficiaire dans la Société (2).

(1) Lorsque le bénéficiaire manifeste en temps utile la volonté de se prévaloir du droit de préférence, le contrat de souscription se trouve formé et la Société est tenue de délivrer à ce bénéficiaire les actions nouvelles souscrites par lui à titre irréductible et pour l'obtention desquelles il effectue les versements requis.

Un droit de créance pur et simple appartient dès lors à ce souscripteur.

(2) La cession du droit de souscription par le propriétaire du titre implique une acceptation préalable de l'offre à lui faite par la Société [V. *Suprà*, page 51, note (1)]; cette cession, de même que l'exercice du droit par le propriétaire du titre, entraîne donc la conséquence que nous venons de souligner.

CHAPITRE QUATRIÈME

Les règles générales permettant de reconnaître le caractère de l'action nouvelle dans les régimes matrimoniaux autres que les régimes exclusifs de communauté ⁽¹⁾

I. — Comment on reconnaît le caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire

46. — Lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire, la valeur de l'action nouvelle à la date de la souscription comprend deux éléments : 1° la valeur attribuée au droit de souscription (2); 2° le montant des espèces versées à l'appui de la souscription de cette action.

D'après M. Jauffret, il faut, en principe, considérer les espèces versées comme l'élément accessoire et placer l'action nouvelle dans la même situation juridique que le droit.

(1) Quand la femme est mariée sous un régime exclusif de communauté, l'action nouvelle par elle souscrite en vertu d'un droit de préférence devient toujours sa propriété personnelle (V. *infra* numéros 52 et 53).

(2) Pour la clarté de notre explication, nous supposons ici que les anciens actionnaires seuls pouvaient souscrire par préférence et que chacun d'eux avait droit à une action nouvelle pour une action ancienne possédée.

Ayant rappelé la formule de l'arrêt de 1903 « l'usage par le mari d'un droit de souscription qui lui était personnel n'avait fait qu'accroître des biens qui lui étaient propres », il l'interprète en faveur de son opinion : « L'arrêt, dit-il, vise non pas le droit, mais l'action nouvelle, valeur complexe. Le caractère du droit qui est inclus dans l'action nouvelle va-t-il rejaillir sur l'ensemble de l'action ? L'arrêt admet l'affirmative. La Cour de Cassation a considéré la valeur du droit comme l'élément principal et les espèces versées comme l'accessoire (1) ».

Or, l'arrêt de 1903 — nous ne saurions trop insister sur ce point — a donné seulement la solution d'une question d'espèce (Voir *Supra* n° 41).

Au surplus, l'application de la théorie de M. Jauffret comporte des conséquences manifestement contraires à l'équité (2). Assez souvent, en effet, la valeur du ou des droits nécessaires pour souscrire à chaque action nouvelle est minime (moins de dix francs, par exemple) et cet avantage peut avoir été octroyé par la Société dans le seul but d'attirer les souscripteurs. Comment fera-t-on admettre, en pareille hypothèse, que la valeur du droit de souscription doit être considérée comme l'élément *principal* susceptible d'entraîner dans sa situation juridique l'ensemble de l'action nouvelle ?

47. — D'après nous, pour être en mesure de trouver le caractère de l'action nouvelle souscrite en vertu d'un droit de préférence par une femme mariée sous un régime de communauté ou sous le régime dotal, il faut :

(1) JAUFFRET, *op. cit.*, page 168.

(2) Cet argument d'équité nous paraît avoir ici une force toute particulière puisque, aux termes de l'article 565 du Code civil, « le droit d'accession, quand il a pour objet deux choses mobilières appartenant à deux maîtres différents, est entièrement subordonné aux principes de l'équité naturelle ».

1° Connaître le caractère du droit de créance pur et simple qui a pris naissance lors de l'exercice du droit de souscription et s'est éteint au moment de l'attribution de l'action nouvelle. A cet effet, on utilisera la règle *accessorium sequitur principale*.

Ce droit de créance, ayant été un élément accessoire par rapport à l'ensemble des autres droits du propriétaire de l'ancien titre dans la Société, a participé de la situation juridique dans laquelle se trouvait l'ancien titre au moment de l'exercice du droit de préférence (1).

2° Etre fixé sur le caractère des espèces versées. On aura donc à rechercher de quel patrimoine proviennent ces fonds et, si ces derniers étaient propres ou dotaux, à s'assurer que les principes généraux régissant l'emploi ou le remploi sous le régime matrimonial de la femme, ont bien été appliqués.

Quand la femme a souscrit avec des deniers ayant un caractère identique au caractère du droit de créance dont il est question ci-dessus, — la règle générale est que l'action nouvelle a ce même caractère, par application de la théorie de la subrogation réelle (2), autant que le permettent les règles particulières au régime matrimonial de la femme (3).

(1) Si, par exemple, l'ancien titre appartenait à la femme à titre dotal, le droit de créance pur et simple doit être considéré comme ayant été dotal.

(2) Sur la subrogation réelle, voir : DEMOGUE, Essai d'une théorie générale sur la subrogation réelle, *Revue critique*, 1901, t. XXX, pages 236 et suivantes ; A. HENRY, De la subrogation réelle conventionnelle et légale ; CAPITANT, Essai sur la subrogation réelle, *Rev. trim. de Droit civil*, 1919, pages 385 et suivantes.

(3) Certaines règles particulières au régime dotal peuvent faire obstacle à l'application de cette règle générale (Voir notamment *infra* n° 66 *in fine* et n° 70 *in fine*).

— Quand le caractère des espèces versées et celui du droit de créance étaient différents, il ne suffit pas de connaître chacun des deux caractères, il faut, en outre, savoir quelle a été la valeur pécuniaire de ce droit de créance, c'est-à-dire la valeur pécuniaire du droit de souscription (1), et quelle somme représentant une partie ou la totalité de la valeur d'un ou de plusieurs droits de créance a été comprise dans la valeur de l'action nouvelle (2).

Après avoir recueilli tous ces renseignements, on trouvera le caractère de l'action nouvelle en comparant les chiffres auxquels s'élèvent respectivement les espèces versées et la somme précitée (celle représentant une partie ou la totalité de la valeur d'un ou de plusieurs droits de créance) comprise dans la valeur de cette action et en utilisant la règle fixée par l'article 569 du Code civil (3) ainsi que la règle *accessorium sequitur principale* autant que le permettront les règles particulières au régime matrimonial de la femme.

Dans le cas où le montant des espèces versées serait égal à la somme précitée, il faudrait considérer cette dernière somme comme principale puisqu'elle représente une partie ou

(1) La valeur pécuniaire de ce droit de créance est la même que celle à attribuer au « droit de souscription », puisque l'une comme l'autre (de ces deux valeurs) correspond au montant de la distribution de réserves faite indirectement et afférente à chacun des anciens titres.

Sur la valeur pécuniaire à attribuer au droit de souscription quand il a été exercé par le propriétaire du titre, voir *Suprà*, n° 35.

(2) Si, par exemple, les actions nouvelles ont été réservées aux anciens actionnaires, à titre irréductible, dans la proportion de deux actions nouvelles pour cinq anciennes, on devra multiplier la valeur de chaque droit de créance par cinq, puis diviser par deux le produit de la multiplication. Le quotient ainsi obtenu sera la somme représentant la valeur totale des droits de créance compris dans la valeur de l'action nouvelle.

(3) D'après l'article 569 du Code civil, on doit considérer comme principale la chose qui a le plus de valeur.

la totalité du ou des droits de créance qui ont permis d'obtenir l'action nouvelle.

Enfin, dans le cas où une partie des espèces versées aurait un caractère identique au caractère du ou des droits de créance et où le surplus des espèces versées aurait un autre caractère, il y aurait lieu de comparer, d'une part, le total des deux séries de chiffres correspondant, l'une, au montant de la somme précitée et l'autre à la partie des espèces versées qui avait un caractère identique au caractère du ou des droit de créance, — et, d'autre part, les chiffres représentant le montant de l'autre partie des espèces versées (1).

— *Enonciation des règles générales qui permettent de reconnaître le caractère de l'action nouvelle lorsque le caractère des espèces versées et celui du ou des droits de créance étaient différents.* — Les règles générales qui font participer l'action nouvelle — autant que le permettent les règles particulières au régime matrimonial envisagé — de la situation juridique du principal élément de sa valeur globale, peuvent être formulées ainsi :

a) *Règle générale à considérer quand le caractère des espèces versées et celui du ou des droits de créance étaient différents.*

Si le montant des espèces versées était plus élevé que la somme représentant une partie ou la totalité de

(1) La solution de ce cas présente un intérêt notamment pour la femme mariée (sous un régime de communauté ou sous le régime dotal) qui tient à conserver parmi ses biens personnels l'action nouvelle souscrite avec un droit de préférence lui appartenant, mais qui ne peut trouver dans son patrimoine qu'une partie des fonds nécessaires pour payer le prix d'émission de cette action et doit se faire avancer le surplus des fonds soit par son mari, soit par la communauté ou par la société d'acquêts.

la valeur du ou des droits de créance, le caractère de ces espèces a rejailli sur l'ensemble de l'action nouvelle; et, par contre, si la somme précitée était supérieure ou égale au montant des espèces versées, l'action nouvelle a le même caractère que le ou les droits de créance.

b) Règle générale à considérer quand une partie des espèces versées avait un caractère identique au caractère du ou des droits de créance, le surplus des espèces versées ayant alors un autre caractère.

Si le total composé de la somme précitée (somme représentant une partie ou la totalité de la valeur du ou des droits de créance) et de la partie des espèces versées ayant un caractère identique au caractère du ou des droits de créance, était supérieur ou égal au montant de l'autre partie des espèces versées, l'action nouvelle a le même caractère que le ou les droits de créance; et, par contre, si ce total était inférieur au montant de l'autre partie des espèces versées, le caractère de cette dernière partie a rejailli sur l'ensemble de l'action nouvelle.

II. — Comment on reconnaît le caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire

48. — Pour pouvoir déterminer le caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire, il faut connaître le caractère des espèces versées. On aura donc à rechercher de quel patrimoine proviennent ces fonds et, si ces derniers étaient propres ou dotaux, à s'assurer que les principes généraux régissant l'emploi ou le

remploi sous le régime matrimonial envisagé, ont bien été appliqués.

Quand toutes les espèces versées avaient un certain caractère, la règle générale à considérer est que ce caractère a rejailli sur celui de l'action nouvelle, par application de la théorie de la subrogation réelle, autant que l'ont permis les règles particulières au régime matrimonial envisagé (1).

— Quand les espèces versées avaient, en partie, un certain caractère et, pour le surplus, un autre caractère, il ne suffit pas de connaître ces deux caractères pour trouver celui de l'action nouvelle, il faut, en outre, comparer d'une part le montant de la première partie des espèces versées et d'autre part le montant du surplus des espèces versées, puis utiliser la règle fixée par l'article 569 du Code civil ainsi que la règle *accessorium sequitur principale* autant que le permettent les règles particulières au régime matrimonial envisagé.

La règle générale à considérer en pareil cas est que l'action nouvelle a un caractère identique à celui de la partie la plus importante des espèces versées, cette partie (partie principale) ayant entraîné dans sa situation juridique l'autre partie des espèces versées.

(1) Certaines règles particulières au régime dotal peuvent faire obstacle à l'application de cette règle générale (voir notamment *infra* n° 67 et n° 71 *in fine*).

DEUXIÈME PARTIE

Caractère de l'action nouvelle dans chacun des régimes matrimoniaux

CHAPITRE PREMIER. — L'action nouvelle et les régimes de communauté.

CHAPITRE DEUXIÈME. — L'action nouvelle et les régimes exclusifs de communauté.

CHAPITRE TROISIÈME. — L'action nouvelle et le régime dotal.

CHAPITRE PREMIER

L'Action nouvelle et les régimes de communauté ⁽¹⁾

I. — Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *La valeur du droit (2) était supérieure ou égale au montant des espèces versées.*

49. — L'action nouvelle est propre à la femme et celle-ci, lors de la dissolution de la communauté, exercera la reprise en nature de ce propre parfait, sauf à faire récompense à la communauté si la souscription a été assurée grâce à des deniers communs (3).

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — *Le montant des espèces versées était plus élevé que la valeur du droit.*

50. — *Premier cas.* — La femme a souscrit avec des deniers communs.

-
- (1) En étudiant dans chacun des régimes matrimoniaux le caractère de l'action nouvelle souscrite par la femme mariée, nous supposerons toujours que le titre ancien appartient en propre et en toute propriété à la femme.
 - (2) Dans le présent chapitre, nous employons l'expression « valeur du droit » pour désigner la somme qui, dans la valeur globale attribuée à l'action nouvelle, représente une partie ou la totalité de la valeur d'un ou de plusieurs droits de souscription (V. *Suprà*, n° 47). —
 - (3) Cass. req., 24 juin 1903, cité *Suprà*, n° 41 ; Trib. civ., Valenciennes, 18 novembre 1925, *Journ. des Soc.*, 1926, page 352.

L'action nouvelle est commune et la femme ne peut qu'exercer la reprise en deniers de la valeur du droit.

Deuxième cas. — La femme a souscrit avec des deniers à elle propres et en remploi de ces deniers.

L'action nouvelle est propre à la femme dès lors que le remploi a été validé par l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Troisième cas. — La femme a souscrit tant avec des deniers communs qu'avec des deniers à elle propres et en remploi de ces deniers propres (1).

Si le montant des espèces versées par la communauté s'élevait à une somme plus importante que la somme totale composée du montant des deniers propres et de la valeur du droit, l'action nouvelle est commune et la femme ne peut qu'exercer la reprise en deniers de la valeur du droit et du montant des deniers propres.

Dans le cas contraire, l'action nouvelle est la propriété de la femme dès lors que le remploi a été validé par l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, mais à charge naturellement de faire récompense de la somme qui lui a été avancée.

II. — Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire

51. — Les solutions sont les mêmes que celles données sous le numéro 50 ci-dessus, sauf que le droit de souscription ne doit faire l'objet d'aucune reprise.

(1) Voir *Suprà*, page 57, note (1).

CHAPITRE DEUXIEME

L'action nouvelle et les régimes exclusifs de communauté

52. — Sous le régime sans communauté « les acquisitions que chacun des époux fait pendant le mariage, à un titre quelconque, lui demeurent propres (1) ».

Les actions nouvelles souscrites par la femme en vertu d'un droit de préférence deviennent sa propriété personnelle, alors même que l'origine des deniers ayant servi à l'acquisition ne serait pas indiquée (2). Toutefois, si le mari (ou sa succession) justifie avoir fourni la totalité ou une partie de l'argent nécessaire à la libération des titres souscrits, la femme (ou sa succession) devra lui rembourser le montant de la somme par lui avancée (3).

53. — Lorsque la femme est mariée sous le régime de la séparation de biens, les actions nouvelles par elle souscrites en vertu d'un droit de préférence deviennent toujours sa propriété personnelle.

(1) PLANIOL, t. III, n° 1.419.

(2) PLANIOL, t. III, n° 1.425 ; Cass., 18 mai 1897, D. 97, I, 407 ; S. 1901.

(3) Cass., 2 mai 1906, D. 1906, I, 501 ; S., 1905, I. 17.

CHAPITRE TROISIÈME

L'action nouvelle et le régime dotal

54. — Lorsque les époux étaient mariés sous le régime dotal, il importe d'abord de savoir si le contrat de mariage contient ou ne contient pas une clause d'emploi ou de remploi des deniers dotaux.

Cette distinction s'impose en vertu de l'article 1553 paragraphe premier du Code civil, pour l'application des règles de la dotalité.

SECTION I

LE CONTRAT DE MARIAGE CONTIENT UNE CLAUSE DE REMPOI (1)

55. — Quand le contrat de mariage contient une clause d'emploi ou de remploi, il faut voir, en outre, si l'action nou-

-
- (1) Rappelons ici les principes généraux qui régissent l'emploi et le remploi sous le régime dotal.

L'emploi ou le remploi doit, à peine de nullité de l'aliénation ou du paiement, être fait rigoureusement dans les termes et conditions stipulés au contrat de mariage et d'après les règles établies par les articles 1434 et 1435 du Code civil (AMIAUD, *Traité form.*, 5^e édition, V^o *Contrat de mariage*, n^o 186; ROLLAND DE VILLAGUES, t. VIII; V^o *Remploi entre époux*, numéros 86 et suiv.).

Quand le contrat a spécifié la nature des biens en lesquels devra être fait le remploi, il faut se conformer strictement aux indications de l'acte.

Comme il n'y a pas de délai de rigueur pour effectuer le remploi, celui-ci peut avoir lieu par anticipation, c'est-à-dire avant même l'aliénation du bien dotal (COLIN et CAPITANT, t. III, page 314; AMIAUD, *Traité-form.*, 5^e édition, V^o *Contrat de mariage*, n^o 187).

velle est ou n'est pas comprise parmi les valeurs susceptibles de servir de remploi.

A) Les actions nouvelles sont comprises parmi les valeurs susceptibles de servir de remploi

56. — Deux situations peuvent se présenter :

1° L'action nouvelle a été libérée avec des fonds dotaux ;

2° L'action nouvelle a été libérée avec des fonds non dotaux.

Première situation. — Versements en fonds dotaux

57. — Si l'action nouvelle a été souscrite à l'aide de fonds dotaux, elle sera dotale dès lors que le remploi aura été validé par l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

2^e Situation. — Versements en fonds non dotaux

58. — Si l'action nouvelle a été souscrite avec des fonds non dotaux, son caractère peut varier suivant que le droit de souscription avait une valeur pécuniaire ou était sans valeur pécuniaire et suivant l'importance respective de la valeur du droit et du montant des espèces versées (1).

(1) Le Tribunal de la Seine, par deux jugements rendus l'un le 19 avril 1899 [rapporté par M. Décugis, *Journ. des Soc.*, 1922, page 55, note (2)] et l'autre le 19 mars 1925 (rapporté par M. Chevalier, *op. cit.*, page 196) a déclaré que les actions souscrites avec des fonds non dotaux n'étaient pas dotales et qu'en décider autrement violerait la règle de l'article 1543.

Mais il ne nous paraît pas avoir examiné de près le mécanisme de l'augmentation de capital et, dans son souci d'éviter que le fonds dotal ne soit augmenté, il en arrive à le diminuer. Si, avant de déclarer les actions dotales, il avait eu soin de résoudre le délicat problème de la nature du droit de souscription, le sens des deux décisions susindiquées se serait trouvé modifié.

1. — Caractère de l'action nouvelle (libérée avec des fonds non dotaux) lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *La valeur du droit était supérieure ou égale au montant des espèces versées.*

59. — Dans cette hypothèse, un premier point est certain : la femme est devenue propriétaire de l'action nouvelle, même si les fonds versés ont été fournis par le mari ou par la société d'acquêts, à la charge seulement, en ces deux derniers cas, de faire récompense à la société d'acquêts ou au mari.

Mais une question fort délicate se pose ensuite. L'action nouvelle est-elle devenue dotale pour le tout ou est-elle devenue pour partie dotale et pour partie paraphernale ?

La jurisprudence tend à admettre que le principe de l'accession fait échec à la prohibition édictée par l'article 1543 du Code civil (1). C'est ainsi que les constructions édifiées pendant le mariage par les soins du mari sur le fonds dotal deviennent, par leur incorporation avec ce fonds, l'accessoire indivisible dudit fonds et que le mari a seulement droit à une récompense pour les avances qu'il a faites (2).

Or, dans notre première hypothèse, le montant des deniers versés apparaît nettement comme un élément accessoire par rapport à la valeur du droit.

(1) Article 1543 : « La dot ne peut être constituée ni même augmentée pendant le mariage ».

L'application de cet article du Code civil aux meubles est unanimement admise.

(2) Cass. civ., 29 août 1860, D. 60, I, 393; S. 61, I, 9; Cass. civ., 10 juin 1885, D. 86, I, 204; S. 85, I, 345 et sur renvoi Lyon, 11 mars 1886, D. 87, 2, 129; Cass. req., 31 mai 1911, D. 12, 2, 73; S. 12, I, 500.

Il nous semble donc que la jurisprudence précitée pourrait, en pareille hypothèse, s'étendre à l'action nouvelle acquise par la femme.

Cette solution nous paraît préférable à celle proposée par certains auteurs d'après lesquels l'action nouvelle serait en partie dotale et en partie paraphernale dans la proportion de la valeur du droit par rapport à l'argent versé lors de la souscription (1).

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — *Le montant des espèces versées était plus élevé que la valeur du droit.*

60. — *Premier cas.* — La femme a souscrit avec des deniers paraphernaux.

(1) PERROUD, *Rev. des Soc.*, 1922, p. 280; BARATIN, *Rev. des Soc.*, 1922, p. 577; JAUFFRET, *op. cit.*, page 228.

La solution proposée par ces trois auteurs est attrayante puisqu'elle s'appuie sur les textes des articles 1543 et 1553 du Code civil; mais elle comporte dans son application, des inconvénients que M. Chevalier (V. CHEVALIER, *op. cit.*, pages 207 et 208) fait ressortir : « N'est-ce pas, écrit-il, aller au-devant de difficultés considérables, très gênantes pour les tiers qui seront obligés lors d'une aliénation, d'une répartition extraordinaire ou d'un remboursement, de rechercher la valeur et d'assurer le remploi de la partie dotale du titre. Il leur sera impossible de reconnaître la valeur exacte de chacune des portions qui composent le titre. Le droit de souscription subit dans sa valeur vénale des fluctuations pendant toute la durée de sa période de négociabilité; d'autre part, pour les titres non cotés, cette valeur est inconnue et difficile à chiffrer. Il faudrait donc avoir recours aux Tribunaux pour trancher la question et ordonner l'expertise. — Enfin, il existe un autre inconvénient grave. Le remploi ne serait pas à même de couvrir leur responsabilité, tout au moins lorsque celle-ci ne serait pas, par les termes du contrat de mariage, limitée à la matérialité. Un bien pour partie dotale, et pour partie paraphernal n'est pas à l'abri de toute éviction puisqu'il peut être saisi et vendu à la requête des créanciers de la femme (Pau, 12 août 1868, S. 68, 2, 299. *Adde* BÉZARD FALGAS, n° 430) ». Nous devons toutefois ajouter que, dans le cas où le droit de souscription et le titre lui-même ont été cotés, le premier des inconvénients indiqués par M. Chevalier n'est pas aussi grave que ce dernier semble le croire, puisqu'il est seulement difficile pour les tiers — et non pas impossible — de reconnaître la valeur exacte de « chacune des portions qui composent le titre ».

En ce cas, l'action nouvelle ne peut être déclarée dotale pour le tout : la prohibition édictée par l'article 1543 doit produire son plein effet, car le principe de l'accession ne lui fait pas échec comme dans l'hypothèse précédente.

Nous sommes obligé d'admettre que, malgré les inconvénients qui peuvent en résulter dans la pratique, l'action nouvelle est alors de nature mixte (c'est-à-dire dotale dans la proportion de la valeur du droit par rapport à l'argent versé lors de la souscription, et paraphernale pour le surplus).

Deuxième cas. — La femme a souscrit soit avec des fonds appartenant au mari, soit tant avec des fonds paraphernaux qu'avec des deniers du mari.

De même que dans le cas précédent, l'action nouvelle est dotale dans la proportion de la valeur du droit par rapport à l'argent versé lors de la souscription, et paraphernale pour le surplus, mais la femme devra faire récompense au mari de la somme avancée par lui.

Troisième cas. — La femme a souscrit avec des fonds dépendant de la société d'acquêts.

L'action nouvelle est commune (1). La femme peut seulement exercer, à la dissolution de la société d'acquêts, la reprise en deniers de la valeur du droit, — et elle est garan-

(1) En principe, quand une Société d'acquêts a été jointe au régime dotal, tous les biens acquis à titre onéreux pendant le mariage deviennent communs (Cass. civ., 5 mai 1905, D. 1907, I, 316; S. 1906, I, 195). La Société d'acquêts devient, en effet, propriétaire de toute somme d'argent en vertu de son quasi-usufruit résultant de l'article 587 du Code civil.

Par exception, le bien acquis à titre onéreux pendant le mariage restera propre à l'un des époux s'il a été acquis en échange d'un propre ou en remploi d'un propre soit du mari, soit de la femme (V. COLIN et CAPITANT, t. III, page 358 et Cass. civ., 5 mai 1905 précité).

tie, pour l'exercice de cette reprise, par sa créance en restitution et par son hypothèque légale.

Quatrième cas. — La femme a souscrit tant avec des deniers paraphernaux qu'avec des fonds dépendant de la société d'acquêts.

Si le montant des deniers avancés par la société d'acquêts était moins élevé que le total de la valeur du droit et du montant des deniers paraphernaux, l'action nouvelle est dotale dans la proportion de la valeur du droit par rapport à l'argent versé lors de la souscription, et paraphernale pour le surplus, à la charge pour la femme de faire récompense à la société d'acquêts de la somme avancée par cette dernière.

Dans le cas contraire, l'action nouvelle est commune, — mais, lors de la dissolution de la société d'acquêts, la femme exercera la reprise en deniers tant du montant des deniers paraphernaux que de la valeur du droit et elle est garantie, pour l'exercice de cette reprise, par sa créance en restitution et par son hypothèque légale.

2. — Caractère de l'action nouvelle (libérée avec des fonds non dotaux) lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire.

61. — *Premier cas.* — La femme a souscrit soit avec des deniers paraphernaux, soit avec des deniers du mari, soit tant avec des fonds paraphernaux qu'avec des deniers du mari.

L'action nouvelle est paraphernale, sauf récompense due au mari si celui-ci a fourni des fonds.

Deuxième cas. — La femme a souscrit avec des fonds dépendant de la société d'acquêts (1).

L'action nouvelle est commune (2).

Troisième cas. — La femme a souscrit tant avec des deniers paraphernaux qu'avec des fonds dépendant de la société d'acquêts (1).

Si le montant des deniers avancés par la société d'acquêts est moins élevé que le montant des deniers paraphernaux, l'action nouvelle est paraphernale, à la charge pour la femme de faire récompense à la société d'acquêts de la somme fournie par cette dernière.

Dans le cas contraire, l'action nouvelle est commune, — mais, à la dissolution de la société d'acquêts, la femme exercera la reprise en deniers du montant des deniers paraphernaux.

B) Les actions nouvelles ne sont pas comprises parmi les valeurs susceptibles de servir de remploi.

62. — Trois situations peuvent se présenter :

1° L'action nouvelle a été acquise en remploi du prix de la vente d'actions anciennes dotales, en vertu d'un jugement autorisant le remploi ;

2° L'action nouvelle a été souscrite avec des fonds non dotaux ;

3° L'action nouvelle a été souscrite avec des fonds dotaux.

(1) Nous supposons ici qu'une société d'acquêts était jointe au régime dotal.

(2) Voir *Suprà*, page 69, note (1).

**Première situation. — Versements en fonds provenant
de la vente d'actions anciennes dotales**

63. — La femme peut avoir été autorisée par jugement à vendre une partie des actions anciennes dotales pour se procurer les fonds nécessaires à la souscription des actions nouvelles.

Nous connaissons deux décisions rendues dans ce sens, l'une par le Tribunal civil de la Seine et l'autre par le Tribunal de Lyon.

Par jugement du 11 juin 1920 (1), le premier de ces Tribunaux a autorisé la femme pour le motif « que l'aliénation d'un certain nombre d'actions pour faire bénéficier les autres des avantages qui leur sont réservés constitue une opération de conservation du patrimoine dotal en concordance avec les dispositions de l'article 1558 du Code civil (2) ». Quant au Tribunal de Lyon, il a, par jugement du 7 octobre 1920, autorisé une femme dotale à remployer par la souscription aux actions nouvelles : 1° une somme provenant de la distribution des réserves de la Société ; 2° une autre somme à provenir de la vente d'actions anciennes (3).

(1) *Rev. des Soc.*, 1922, page 274.

(2) L'article 1558, alinéa 5, permet à la femme d'aliéner les biens dotaux pour la conservation du fonds dotal.

L'extension que la jurisprudence tend à apporter aux dispositions de cet alinéa 5 de l'article 1558 se justifie par des raisons d'utilité pratique auxquelles nous ne pouvons que nous rallier.

L'admission de cette extension nous semble devoir être subordonnée à la réunion des conditions suivantes :

Il faut : 1° que le droit de souscription ait une valeur pécuniaire ; 2° que la souscription soit à effectuer en remploi de deniers provenant soit de la vente d'actions anciennes dotales, soit d'une distribution des réserves de la Société ; 3° que l'aliénation d'un certain nombre d'actions anciennes et le remploi par souscription d'actions nouvelles apparaissent comme une opération de conservation du patrimoine dotal.

(3) *Rev. des Soc.*, 1922, pages 278 et 279.

Par application de la théorie de la subrogation réelle, les actions nouvelles ainsi souscrites par la femme ont pris, dans le patrimoine dotal, la place des actions anciennes vendues et des droits de souscription utilisés; elles sont dotales.

2^e Situation. — Versements en fonds non dotaux

1. — Caractère de l'action nouvelle (libérée avec des fonds non dotaux) lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire.

64. — Il y a lieu de rechercher si la femme a souscrit avec des deniers paraphernaux ou appartenant au mari, ou si elle a souscrit avec des fonds dépendant de la société d'acquêts dans le cas spécial où pareille société d'acquêts était jointe au régime dotal, — et les solutions sont les mêmes que celles indiquées *Suprà*, numéro 60.

2. — Caractère de l'action nouvelle (libérée avec des fonds non dotaux) lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire.

65. — Il y a lieu de rechercher si les fonds versés étaient la propriété de la femme ou appartenaient au mari ou si la femme a souscrit avec des fonds dépendant de la société d'acquêts, — et les solutions sont les mêmes que celles indiquées *Suprà*, n° 61.

3^e Situation. — Versements en fonds dotaux (1)

1. — Caractère de l'action nouvelle (libérée avec des fonds dotaux) lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire.

66. — PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *La valeur du droit était supérieure ou égale au montant des espèces versées.*

(1) Bien entendu, nous supposons ici que la femme est en mesure de prouver l'origine dotale des espèces versées (Sur la nécessité de faire cette preuve, voir : Cass., 29 décembre 1875, D. 76, I, 44; Cass. civ., 27 février 1883, D. 84, I, 29; Agen, 13 août 1891, D. 92, 2, 569; Comp. Cass. civ., 26 novembre 1895, D. 96, I, 313).

La solution est la même que celle indiquée et motivée *Suprà*, n° 59 : d'après nous, l'action nouvelle est dotale.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — *Le montant des espèces versées était plus élevé que la valeur du droit.*

L'action nouvelle est dotale dans la proportion de la valeur du droit par rapport à l'argent versé lors de la souscription, — et paraphernale pour le surplus, avec inclusion de dotalité jusqu'à concurrence du montant des espèces versées (2).

2. — Caractère de l'action nouvelle (libérée avec des fonds dotaux) lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire.

67. — L'action nouvelle est paraphernale avec inclusion de dotalité jusqu'à concurrence du montant des espèces versées.

SECTION II

**LE CONTRAT DE MARIAGE NE CONTIENT
PAS DE CLAUSE DE REMploi (2)**

I. — Solution préconisée par divers auteurs

68. — Bien que l'article 1553 du Code civil ne parle que des immeubles, il paraît maintenant admis que cet article doit être appliqué également aux meubles corporels ou incor-

(1) Sur la dotalité enfermée dans l'action nouvelle et sur la conséquence de cette inclusion de dotalité, voir *infra*, n° 68 et page 77, note (1).

(2) En règle générale, si le contrat de mariage ne contient ni clause de remploi ni stipulation d'une société d'acquêts, le bien acquis pendant le mariage appartient à celui des époux au nom duquel l'ac-

porels acquis avec des deniers dotaux (1) et que, par conséquent, ces meubles renferment une valeur dotale qui est insaisissable si les tiers ont pu avoir connaissance de l'inclusion de la dot par l'examen du titre de propriété (2).

Certes, la condition de publicité, exigée par la jurisprudence (3), pour que la dotalité enfermée dans le bien acquis avec des deniers dotaux soit opposable aux tiers, se trouve rarement réalisée quand il s'agit d'un meuble, — mais, comme le fait observer M. Perroud qui a étudié l'application de la dot incluse à l'égard de la valeur du droit de souscription comprise dans les actions nouvelles, cette dernière espèce constitue précisément l'une des hypothèses où il est possible de renseigner les tiers en faisant mentionner dans l'immatricule des nouveaux titres nominatifs que leur souscription a été effectuée au moyen d'un droit préférentiel afférent à des actions dotales.

quisition a été faite. L'article 1553, en effet, résoud seulement une question de dotalité et non de propriété (COLIN et CAPITANT, t. III, page 276; DALLOZ, Code civil annoté, article 1553, numéros 38 et suivants; Cass., 19 décembre 1871, D. 72, I, 77; Alger, 6 mars 1882, S. 84, 2, 137; au surplus, l'article 1594 permet à tout le monde d'acheter, en dehors des cas où la loi interdit la vente, et cette dernière fait acquérir la propriété à celui qui achète ou qui est désignée comme acheteur (Cass., 19 décembre 1871 précité; Caen, 29 novembre 1872, D. 74, 2, 107).

- (1) COLIN et CAPITANT, t. III, page 277; Cass. req., 17 mai 1881, D. 82, I, 110; S. 82, I, 293; Paris, 31 janvier 1895, D. 98, 2, 83.
- (2) COLIN et CAPITANT, t. III, page 352; PLANIOL, t. III, n° 168c *in fine*; PERROUD, *Rev. des Soc.*, 1922, pages 281 et suiv.; Cass. civ., 27 février 1883, D. 84, I, 29, S. 84, I, 185; Cass. req., 5 janvier 1891, S. 91, I, 102; Cass. civ., 1^{er} août 1900, D. 1901, I, 145; Voir aussi Rouen, 12 août 1904, D. 1907, 2, 169 et la note anonyme qui souligne la tendance de l'arrêt.
- (3) Cass. req., 3 juin 1891, D. 92, I, 13, S. 93, I, 5; Cass. civ., 26 novembre 1895, D. 96, I, 313, S. 96, I, 73.

Aussi, comme conclusion de son étude précitée, M. Perroud écrit (1) :

« Lors de l'augmentation de capital d'une Société, où une femme a des actions dotales, il faut faire les distinctions suivantes :

« Le droit de souscription est dotal.

« Quant à l'action nouvelle souscrite en utilisant le droit de souscription, il faut examiner si une clause d'emploi permet de la considérer aussi comme dotale. Il faudra pour cela que l'argent versé à la souscription ait une origine dotale.

« Si il n'y a ni remploi ni emploi, l'action nouvelle sera paraphernale, mais contiendra une valeur dotale incluse, égale à la valeur mathématique du droit de souscription. La société, en délivrant à la femme des titres nouveaux, devra inscrire sur ces titres une mention indiquant qu'ils ont été souscrits à raison d'un droit de préférence résultant pour la femme de la propriété d'actions anciennes dotales. La Société devra donc remettre à la femme un titre nominatif, la forme au porteur étant impossible à concilier avec la mention exigée ».

— MM. Baratin (2), Jauffret (3), Pavès (4) et Chevalier (5) estiment également que les actions nouvelles doivent être déclarées paraphernales avec inclusion de dotalité jusqu'à concurrence de la valeur du droit de souscription.

(1) PERROUD, *Rev. des Soc.*, 1922, page 285.

(2) BARATIN, *Rev. des Soc.*, 1922, page 576.

(3) JAUFFRET, *op. cit.*, page 231.

(4) PAVES, *op. cit.*, page 73.

(5) CHEVALIER, *op. cit.*, pages 212 et 213.

2. — Solution préconisée par nous quand le contrat de mariage ne contient pas de clause de remploi.

1. — Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *La valeur du droit était supérieure ou égale au montant des espèces versées.*

69. — Dans cette hypothèse, l'action nouvelle est paraphernale avec inclusion de dotalité jusqu'à concurrence de la valeur du droit (1), à la charge pour la femme de faire récompense de la somme qui pourrait lui avoir été avancée par le mari ou par la société d'acquêts.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — *Le montant des espèces versées était plus élevé que la valeur du droit.*

70. — *Premier cas.* — La femme a souscrit avec des deniers paraphernaux.

L'action nouvelle est alors paraphernale avec inclusion de dotalité jusqu'à concurrence de la valeur du droit (1).

(1) De cette inclusion de dotalité résulte une conséquence importante : Tant qu'il n'est pas intervenu de séparation de biens, l'action nouvelle doit être considérée comme insaisissable jusqu'à concurrence de la valeur du droit ; mais il convient d'ajouter que l'absence de clause de remploi permettant au mari de disposer librement des meubles dotaux (V. C. civ., article 1549), l'action nouvelle est aliénable, sans que les tiers aient à s'inquiéter de la dotalité incluse.

Après la séparation de biens, l'action nouvelle doit être également considérée comme insaisissable jusqu'à concurrence de la valeur du droit, et, en outre, la femme est autorisée à se prévaloir de l'inaliénabilité de la valeur dotale incluse dans cette action nouvelle.

Aussi, pour qu'on puisse opposer aux tiers cette inclusion de dotalité et en tirer parti pratiquement, est-il nécessaire que l'action nouvelle soit nominative et que la Société ait mentionné, dans l'immatricule du titre, que celui-ci a été souscrit au moyen d'un droit de préférence attaché aux actions anciennes dotales.

— Comme la Société n'a pas à déterminer elle-même le carac-

Deuxième cas. — La femme a souscrit avec des fonds appartenant au mari ou tant avec des fonds paraphernaux qu'avec des deniers du mari.

L'action nouvelle est paraphernale avec inclusion de dotalité jusqu'à concurrence de la valeur du droit (1), et la femme devra faire récompense au mari de la somme avancée par lui.

Troisième cas. — La femme a souscrit avec des fonds dépendant de la société d'acquêts.

L'action nouvelle est commune (2). La femme aura seulement le droit, lors de la dissolution de la société d'acquêts, d'exercer la reprise en deniers de la valeur du droit, — et elle est garantie, pour l'exercice de cette reprise, par sa créance en restitution et par son hypothèque légale.

Quatrième cas. — La femme a souscrit tant avec des deniers paraphernaux qu'avec des fonds dépendant de la société d'acquêts.

Si le montant des deniers avancés par la Société d'acquêts est moins élevé que le total de la valeur du droit et du montant des deniers paraphernaux, l'action nouvelle est paraphernale avec inclusion de dotalité jusqu'à concurrence de la valeur du droit (1), à la charge pour la femme de faire

tère de l'action nouvelle, elle peut employer pour l'immatricule du nouveau titre une formule analogue à celle suivante :

« Leduc (Marie-Adrienne), femme de Durand (Louis-Ernest), mariée sous le régime dotal suivant contrat de mariage passé devant M^e, notaire à, le

Les présentes actions proviennent de l'exercice du droit de souscription privilégiée accordé par délibération de l'assemblée générale extraordinaire du et attaché aux actions anciennes numéros appartenant à Madame Durand à titre de biens dotaux ».

(1) Voir *Suprà*, page 77, note (1).

(2) Voir *Suprà*, page 69, note (1).

récompense à la société d'acquêts de la somme avancée par cette dernière.

Dans le cas contraire, l'action nouvelle est commune, — mais, à la dissolution de la Société d'acquêts, la femme exercera la reprise en deniers tant de la valeur du droit que du montant des deniers paraphernaux, dont la société d'acquêts aura ainsi profité et elle est garantie, pour l'exercice de cette reprise, par sa créance en restitution et par son hypothèque légale.

Cinquième cas. — La femme a souscrit avec des deniers dotaux.

L'action nouvelle est paraphernale avec inclusion de dotalité jusqu'à concurrence de la somme totale représentant la valeur du droit et le montant des espèces versées.

2. — Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire.

71. — PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *La femme a souscrit avec des fonds non dotaux.*

Les solutions sont les mêmes que celles indiquées *Suprà*, n° 61.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — *La femme a souscrit avec des fonds dotaux.*

L'action nouvelle est paraphernale avec inclusion de dotalité jusqu'à concurrence du montant des espèces versées (1).

(1) Voir *Suprà*, page 77, note (1).

TROISIÈME PARTIE

Conclusions pratiques

CHAPITRE UNIQUE. — Les précautions à prendre pour prévenir les difficultés que peut parfois présenter la solution des problèmes relatifs au caractère de l'action nouvelle — et pour écarter les contestations susceptibles de surgir.

CHAPITRE UNIQUE

Les précautions à prendre pour prévenir les difficultés que peut parfois présenter la solution des problèmes relatifs au caractère de l'action nouvelle et pour écarter les contestations susceptibles de surgir.

72. — Comment faut-il faire pour prévenir les difficultés que peut parfois présenter la solution des problèmes relatifs au caractère de l'action nouvelle souscrite par une femme mariée, et pour écarter autant que possible les contestations susceptibles de surgir notamment au sujet de la valeur du droit de souscription ?

A notre avis, les notaires qui auront à rédiger un contrat de mariage portant adoption d'un régime de communauté ou du régime dotal devront engager les futurs époux à prévoir, comme il sera indiqué ci-après, la souscription à des actions nouvelles et, si le contrat de mariage n'avait pas spécialement prévu pareille souscription, la femme mariée devrait, lors de l'émission des actions nouvelles, prendre certaines précautions dont il sera question plus loin sous le paragraphe 2.

§ 1^{er}. — Dispositions à insérer dans les contrats de mariage

73. — Les notaires qui rédigent des contrats de mariage portant adoption d'un régime de communauté ou du régime dotal auront soin de compléter dans les termes suivants (ou dans des termes analogues) les formules ordinairement employées (1) :

1. — En cas d'adoption du régime de la communauté réduite aux acquêts.

Pardevant M^e Ont comparu :

Art. 1^{er}. — Régime.

Les futurs époux déclarent adopter pour base de leur union, le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, conformément aux dispositions des articles 1498 et 1499 du Code Civil, sauf les modifications pouvant résulter des conventions ci-après.

En conséquence, ils se réservent propres et excluent de la communauté tous les biens que chacun d'eux possèdera au jour de la célébration du mariage et ceux qui pourront leur advenir pendant le mariage par succession, donation, legs ou autrement, et notamment leurs apports et dots ci-après constatés, ainsi que les immeubles qui seront acquis pendant le mariage comme annexes de biens propres à l'un ou à l'autre des époux, qu'ils soient contigus ou non, lesquels immeubles seront considérés comme appartenant en propre à l'époux propriétaire des biens dont ils seront l'annexe, à la charge par l'époux acquéreur de tenir compte à la communauté des prix en principal et frais dont elle aurait fait l'avance.

De même, les futurs époux ne seront pas tenus des dettes l'un de l'autre antérieures à la célébration du mariage, ni de celles dont seraient grevés les biens et droits qui pourront leur échoir par la suite ; ces dettes, s'il en existe ou survient, seront acquittées par celui des futurs

(1) Dans le texte des formules que nous donnons, les parties imprimées en caractères italiques sont celles que nous proposons d'ajouter.

époux qui les aura contractées ou du chef duquel elles proviendront, sans que l'autre époux, ses biens propres, ni la communauté en puissent être tenus.

Art.... — Apports. — Constitutions de dot. — Réserve de droit de retour. — Reprise en nature des objets à l'usage personnel des futurs époux.....

Art.... — Remploi (1).

Malgré l'adoption du régime de la communauté et par dérogation aux règles de ce régime, il est expressément convenu que les futurs époux devront faire emploi au nom de la future épouse des sommes apportées en mariage par la future, ainsi que des capitaux qui lui proviendront soit de successions ou de libéralités quelconques, soit de l'aliénation de ses biens propres, soit du remboursement de créances, soit de soultes d'échanges, et généralement de toutes sommes à elle propres qui seraient reçues au cours du mariage.

Le remploi devra se faire soit en acquisitions d'immeubles situés en France, soit en achats de rentes sur l'Etat français, d'actions de la Banque de France, d'obligations libérées des grandes compagnies de chemin de fer français, soit en achat de toutes autres valeurs, même étrangères, figurant parmi celles que la Banque de France accepte en dépôt et sur lesquelles elle consent des avances, *soit encore en souscription d'actions nouvelles faite au moyen de droits de préférence attachés à des actions anciennes ou parts bénéficiaires propres à la future épouse.*

Les titres des valeurs acquises en remploi seront nominatifs au nom de la future épouse, sans cependant porter aucune mention d'obligation de remploi.

Les valeurs qui ne pourront être rendues nominatives seront déposées au nom de la future épouse, sans mention d'obligation de remploi, soit à la Caisse des consignations, soit dans les caisses du Crédit Lyonnais, de la Société Générale ou du Comptoir national d'escompte.

Les deniers de la femme pourront également être employés à l'ex-

(1) Au lieu et place de la clause de remploi obligatoire employée ici, on pourra insérer la clause de remploi facultatif ordinairement utilisée.

tion de toutes dettes et charges qui proviendraient des successions ou libéralités recueillies par la future épouse, ou qui seraient nées à l'occasion de ces successions ou libéralités, pourvu que ces dettes et charges résultent de la loi ou soient constatées par inventaires ou actes enregistrés.

Pour être opposables à la femme, les emplois ou remplois devront être acceptés par cette dernière par acte authentique.

La présente clause n'aura d'effet qu'entre les futurs époux et leurs héritiers ; elle n'intéressera pas les tiers, de sorte que ceux-ci ne devront jamais s'immiscer dans l'emploi ou dans le remploi, ni exiger l'accomplissement de ce remploi.

Art.... — Préciput et faculté de conserver le mobilier.

Art.... — Actions nouvelles souscrites avec des deniers communs en vertu d'un droit de préférence attaché à des actions anciennes et parts bénéficiaires propres.

A la dissolution de la communauté, chacun des futurs époux ou ses représentants aura le droit de conserver pour son compte personnel toutes les actions nouvelles qu'il aura souscrites avec des deniers communs au cours du mariage (en vertu d'un droit de préférence attaché à des actions anciennes et parts bénéficiaires à lui propres) et qui ne seront pas de plein droit sa propriété, — à la seule charge de tenir compte à la communauté des sommes versées à l'appui de la souscription.

La future épouse ou ses représentants auront le même droit en renonçant à la communauté, à charge d'indemniser de la même manière le futur époux ou sa succession.

Art..... — Conservation du fonds de commerce. — Délai de paiement et de restitution.

Dont acte. — Fait et passé à etc.....

2. — En cas d'adoption du régime dotal avec société d'acquêts

Pardevant M^e Ont comparu :

Art. 1^{er}. — Régime.

Les futurs époux déclarent apporter pour base de leur union le régime dotal tel qu'il est établi par le Code civil, sauf les modifications ci-après exprimées.

Art. 2. — Société d'acquêts.

Il y aura entre les futurs époux une société d'acquêts composée des bénéfices et économies qu'ils pourront faire pendant le mariage tant en meubles qu'en immeubles, conformément aux dispositions des articles 1498, 1499 et 1581 du Code civil et sauf application de la loi du 13 juillet 1907.

Les futurs époux ne seront pas tenus des dettes l'un de l'autre antérieures à la célébration du mariage, ni de celles dont seraient grevés les biens et droits qui leur adviendraient par la suite par succession, donation, legs ou autrement; ces dettes, s'il en existe ou survient, seront supportées par celui des époux qui les aura contractées, ou du chef duquel elles proviendront, sans que l'autre époux, ses biens, ni ceux de la société d'acquêts en puissent être chargés.

Ils se réservent propres et excluent de la société d'acquêts tous les biens composant leurs apports en mariage et constitution de dot, ainsi que tous les biens meubles et immeubles qui pourront advenir et échoir à chacun d'eux pendant le mariage, par succession, donation, legs ou autrement.

De convention expresse, lors de la dissolution de la Société d'acquêts, chacun des futurs époux ou ses représentants aura le droit de conserver pour son compte personnel toutes les actions nouvelles qu'il aura souscrites avec des deniers dépendant de cette société d'acquêts (au moyen d'un droit de préférence attaché à des actions anciennes et parts bénéficiaires à lui propres) et qui ne seront pas de plein droit sa propriété, à la seule charge de tenir compte à la société d'acquêts des sommes versées à l'appui de la souscription. La future épouse ou ses représentants auront le même droit en renonçant à la société d'acquêts, à charge d'indemniser de la même manière le futur époux ou sa succession.

Art. 3. — Apport du futur époux.

Art. 4. — Apport de la future épouse.

Art. 5. — Constitution de dot par la future épouse.

La future épouse se constitue en dot tous ses biens et droits mobiliers et immobiliers présents et à venir.

En conséquence, ces biens et droits seront dotaux et, comme tels, soumis à emploi et remploi dans les termes et de la manière indiqués sous l'article 6 ci-après, à l'exception toutefois :

1° Des habits, linge, bijoux et effets mobiliers apportés en mariage par la future épouse ;

2° De la part virile des meubles meublants, objets et effets mobiliers corporels qui adviendra à la future épouse dans les successions, donations ou legs, qu'elle pourrait être appelée à recueillir pendant le mariage.

3° Et des prorata de revenus des biens et valeurs qui lui proviendront des mêmes successions, donations ou legs, courus depuis le jour de la dernière échéance, jusqu'au jour des donations ou de l'ouverture des successions.

Les futurs époux auront la libre disposition de ces biens exclus de la dotalité ; ils pourront les aliéner et en disposer comme bon leur semblera, sans aucune restriction ni réserve.

Art. 6. — Remploi (1).

Nonobstant le régime dotal ci-dessus adopté, la future épouse pourra toujours, avec l'autorisation de son mari, et sans être tenue de remplir aucune formalité judiciaire :

1° Procéder à tous comptes, liquidations et partages, accepter toutes donations et toutes successions, traiter, transiger et compromettre ;

2° Aliéner, échanger ou transférer à l'amiable, soit de gré à gré, soit aux enchères publiques, tous ses biens dotaux actuels et futurs, meubles et immeubles, rentes, créances, actions obligations et autres valeurs quelconques.

Mais les capitaux provenant de ces ventes, échanges et transferts, ainsi que tous autres capitaux dotaux qui pourront appartenir à la future épouse ou lui advenir par successions, donations, legs ou autrement,

(1) La clause de remploi que nous employons ici — sauf, bien entendu, la partie imprimée en caractères italiques — est celle adoptée par la Chambre des notaires de Paris.

devront, lors de leur remboursement, être employés comme il va être dit :

L'emploi de ces divers capitaux sera effectué soit en acquisitions d'immeubles (productifs de revenus) situés en France, soit en placements sur particuliers par privilège ou hypothèque sur des immeubles situés en France, soit en *achats de rentes* sur l'Etat français, actions ou obligations entièrement libérées des Compagnies de chemins de fer français du Nord, d'Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de l'Est, de l'Etat ou du Midi, soit en *achats d'obligations* également libérées du Crédit foncier de France ou de la Ville de Paris, soit en *souscription d'actions nouvelles faite au moyen de droits de préférence attachés à des actions anciennes et parts bénéficiaires dotales*.

Les valeurs autres que celles ci-dessus spécifiées qui, pendant le mariage, adviendront à la future épouse par successions, donations ou legs pourront être conservées en nature, mais à la condition qu'elles soient inscrites au nom de la future épouse avec mention de la dotalité et de l'obligation d'emploi; en cas d'impossibilité, elles seront déposées comme il sera stipulé ci-après pour les valeurs nominatives transmissibles par endossement.

Les déboursés et les honoraires qui seront à la charge de la future épouse dans ceux qu'occasionneront les acquisitions ou échanges ci-dessus prévus, les dettes grevant les successions qui pourront échoir à la future épouse, les droits de mutation dus à l'occasion des successions et legs par elle recueillis, les frais de partage de ces successions et autres y relatifs, et ceux des donations faites au profit de la future épouse serviront, jusqu'à due concurrence, de remploi sur les quittances qu'en donneront les fonctionnaires publics ou créanciers à qui ces diverses sommes seront payées.

Les biens et valeurs ainsi acquis en remploi pourront eux-mêmes être indéfiniment aliénés ou échangés sans aucune formalité de justice, à charge de remployer les deniers à en provenir comme il vient d'être dit.

Les acquéreurs et débiteurs ne seront tenus que de la matérialité des emplois et ne seront nullement responsables de leur utilité.

En cas de remploi *soit* en achats de rentes sur l'Etat, actions de la

Banque de France, actions ou obligations des Compagnies ci-dessus dénommées de chemin de fer français, obligations du Crédit foncier de France ou de la Ville de Paris, *soit en souscription d'actions nouvelles dans les conditions sus-indiquées*, la remise des deniers dotaux entre les mains de l'agent de change chargé de l'achat *ou de la souscription* vaudra décharge pour les débiteurs ou détenteurs de ces deniers. Il en sera de même de la remise desdits deniers entre les mains du notaire chargé du placement s'il s'agit de l'emploi en immeubles ou en créances privilégiés ou hypothécaires. Dans tous les cas, l'obligation du remploi ne pèsera plus que sur l'agent de change ou le notaire, suivant la circonstance.

L'agent de change et le notaire ne seront eux-mêmes tenus que de la matérialité de l'emploi; ils ne seront pas responsables de l'utilité.

Le Trésor, l'Administration de la Banque de France, les Compagnies de chemins de fer, la Société du Crédit foncier de France, la ville de Paris, les Sociétés ou les Etablissements publics quelconques, n'auront point à s'immiscer dans ces emplois, auxquels ils seront complètement étrangers : ils ne seront soumis à aucune responsabilité, même en cas d'inexécution, et ils n'auront par suite aucune justification à demander.

Les divers emplois et remplois ci-dessus ne seront valables qu'autant qu'ils seront acceptés par la femme avec l'autorisation de son mari; les titres les constatant, inscrits au nom de la femme, feront mention de la dotalité et de l'obligation d'emploi.

Si, après une aliénation ou un remboursement etc... Il est bien entendu que les primes et lots etc, etc...

Art. 7. — Préciput.

Art. 8. — Clause de reprise.

Dont acte. — Fait et passé à etc...

3. — En cas d'adoption du régime de la communauté de biens acquis avec dotalité partielle

Pardevant M^e — Ont comparu :

Art, 1^{er}. — Régime

Les futurs époux déclarent adopter etc... (*la suite comme dans l'article premier de la formule I qui précède*).

Art..... — Dotalisation partielle.

Art. ... — Apports. — Constitutions de dot.

Malgré le régime de la communauté de biens ci-dessus stipulé et par dérogation partielle à ce régime, les futurs époux déclarent soumettre au régime dotal l'immeuble sis à, la ferme du située commune de et les actions de la Société des mines de Carmaux, compris dans l'apport en mariage de la future épouse.

Nonobstant la dotalité, les biens et valeurs en question pourront être aliénés par la future épouse, avec l'autorisation de son mari, mais les sommes en provenant devront être immédiatement employées au profit et au nom de la future épouse, — et sous son acceptation, — soit en achats de rentes sur l'Etat français, actions de la Banque de France, obligations libérées des grandes Compagnies de chemin de fer français, obligations également libérées de la Société du Crédit foncier de France ou de la ville de Paris, *actions de la Société des mines de Carmaux*, soit en acquisitions d'immeubles, soit en placements hypothécaires sur des immeubles situés en France.

Les biens et valeurs ainsi acquis en remploi.... — Les acquéreurs et débiteurs..... — En cas de remploi..... — En cas de vente..... L'agent de change..... — Le Trésor..... — Les divers emplois..... Si, après une aliénation..... — Il est bien entendu que les primes et lots.....

(*Pour la suite de chacun de ces alinéas, voir l'article 6 de la formule II qui précède*).

Les déboursés et honoraires qui seront à la charge de la future

épouse dans ceux occasionnés par les acquisitions, ainsi que les frais des actes constatant le remboursement des valeurs et l'acceptation des remplois, seront prélevés sur les sommes à employer ou remployer.

Art.... — Réserve de droit de retour. — Reprise en nature des objets à usage personnel. — Préciput.

Art.... — Actions nouvelles souscrites avec des deniers communs en vertu d'un droit de préférence attaché à des actions anciennes et parts bénéficiaires propres.

A la dissolution de la communauté, chacun des futurs époux aura le droit de conserver pour son compte personnel toutes les actions nouvelles (la suite comme dans l'article pareillement intitulé de la formule I qui précède).

Art... — Délai de paiement et de restitution.

Dont acte. — Fait et passé à etc...

4. — En cas d'adoption du régime dotal sans société acquêts

Pardevant M^e — Ont comparu :

Art. 1^{er}. — Régime.

Les futurs époux déclarent adopter pour base de leur union le régime dotal, tel qu'il est établi par le Code civil, sauf les modifications ci-après exprimées.

Art. 2. — Apport de la future épouse.

Art. 3. — Donation à la future épouse.

En considération du mariage, Madame veuve D....., comparante, donne et constitue en dot, par avancement d'hoirie sur sa succession future, à la future épouse, sa fille, qui accepte :

1^o

2^o

3^o Vingt actions au porteur de la Société dénommée « Electricité de Paris », portant les numéros

4° Et dix parts au porteur de la même Société, portant les numéros

5° etc...

Art. 4. — Biens dotaux et biens paraphernaux.

Tous les biens et droits dont la future épouse est actuellement propriétaire et tous ceux qui viennent de lui être donnés par sa mère seront dotaux, et, comme tels, soumis à l'administration de son mari.

La future épouse se réserve comme paraphernaux tous les biens mobiliers dont elle deviendra propriétaire pendant le mariage par succession, donation, legs ou autrement. Elle aura l'administration desdits biens et la jouissance libre de leurs revenus.

Art. 5. — Remploi.

Malgré la dotalité des biens présents stipulés sous l'article précédent, ces biens pourront être aliénés par la future épouse, avec l'autorisation de son mari, sans aucune formalité judiciaire, soit par vente, soit par échange, mais les prix de vente et les soultes d'échange devront être employés au nom de la future épouse et sous son acceptation, en acquisitions d'immeubles (productifs de revenus) situés en France, ou en achats de rentes sur l'Etat français, actions de la Banque de France, obligations libérées de chemins de fer garanties par l'Etat, ou encore en souscription d'actions nouvelles faite au moyen de droits de préférence attachés à des actions anciennes et parts bénéficiaires dotales.

Les biens et valeurs ainsi acquis en remploi — Les acquéreurs et débiteurs — En cas de remploi — En cas de vente — L'agent de change — Le Trésor — Les divers emplois — Si, après une aliénation — Il est bien entendu que les primes et lots

(Pour la suite de chacun de ces derniers alinéas, voir l'article 6 de la formule II ci-dessus).

Les déboursés et honoraires qui seront à la charge de la future épouse dans ceux occasionnés par les acquisitions, ainsi que les frais des actes constatant le remboursement des valeurs et l'acceptation des remplois, seront prélevés sur les sommes à employer ou remployer.

Art. 6. — Délai de restitution.

Dont acte. — Fait et passé à etc...

§ 2. — Précaution à prendre lors de l'émission des nouvelles actions au cours du mariage

74. — *Précautions à prendre quand les époux sont soumis à un régime de communauté conventionnelle et ont omis, dans leur contrat de mariage, de se réserver propres les actions nouvelles, ou quand ils sont mariés sans contrat.*

Si le droit de souscrire par préférence — bien que paraissant avoir une valeur pécuniaire — n'a jamais été coté depuis le jour de l'ouverture de la souscription ou n'est négociable ni au Parquet, ni en Coullisse, la femme préviendra toutes difficultés soit en vendant des biens propres (notamment des actions anciennes ex-droit) et en utilisant pour la souscription le produit de la vente, soit en souscrivant avec des deniers propres (1). Bien entendu, elle fera dresser un acte constatant l'emploi ou le remploi.

75. — *Précautions à prendre quand les époux sont soumis au régime dotal.*

Trois hypothèses sont à envisager :

1° Le contrat de mariage contient une clause de remploi et les actions nouvelles sont comprises parmi les valeurs susceptibles de servir de remploi.

2° Le contrat de mariage contient une clause de remploi, mais les actions nouvelles ne figurent pas parmi les valeurs susceptibles de servir de remploi.

(1) Naturellement, au cas où ce droit de préférence paraîtrait n'avoir aucune valeur pécuniaire, la femme n'aurait qu'à s'abstenir de souscrire.

3° Le contrat de mariage ne contient pas de clause de remploi.

Dans la première hypothèse, la femme aura soin de souscrire avec des deniers dotaux, si de pareils deniers sont disponibles à ce moment; au cas où elle ne posséderait pas de deniers dotaux, elle ferait bien de vendre une valeur dotale quelconque (notamment des actions anciennes ex-droit) et d'utiliser pour la souscription le produit de la vente.

Dans la deuxième hypothèse, au cas où la souscription apparaîtrait comme une opération de conservation du patrimoine dotal et où un délai assez long serait accordé pour l'exercice du droit de préférence, il y aurait lieu de demander au Tribunal l'autorisation de vendre des actions anciennes dotales pour remployer le produit de la vente à la souscription (1).

Dans les deuxième et troisième hypothèses, si le droit de souscription par préférence — bien que paraissant avoir une valeur pécuniaire — n'a jamais été coté depuis le jour de l'ouverture de la souscription ou n'est négociable ni au Parquet, ni en Coulisse, la femme fera bien de ne souscrire qu'avec des fonds lui appartenant (2).

Vu le Doyen,

H. ROGER.

Vu le Président,

PIÉDELIEVRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. CHARLÉTY.

(1) Voir *Suprà*, n° 63.

(2) Voir *Suprà*, page 93, note (1).

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES (1)

AMIAUD (Albert). — Traité formulaire général du Notariat (6^e édition).

AMIAUD (André). — Les actions à droit de vote inégal.

*ARTHUYS. — Traité des Sociétés commerciales (3^e édition, 1916-1917).

*AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français (5^e édition, 1897-1922).

*BAUDRY-LACANTINERIE. — Traité théorique et pratique de droit civil (3^e édition).

CHEVALIER. — Du droit de souscription en cas d'augmentation de capital dans les Sociétés anonymes ou en commandite par actions (*Thèse*, Paris, 1926).

*COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français (4^e édition).

DACHER. — De la priorité de souscription dans les émissions de titres (*Thèse*, Paris, 1913).

DALLOZ. — Code civil annoté.

DANOS. — Les actions à vote plural.

(1) Les ouvrages précédés d'une astérisque ne sont cités dans notre étude que par le nom du ou des auteurs.

*DECUGIS. — Traité pratique des Sociétés par actions (5^e édition, 1925).

DEMOLOMBE. — Cours de droit civil.

FAVRE. — La Bourse clairement expliquée.

HENRY (A.). — De la subrogation réelle conventionnelle et légale (*Thèse*, Nancy, 1913).

*HOUPIN et BOSVIEUX. — Traité général théorique et pratique des Sociétés civiles et commerciales (6^e édition, 1926-1927).

JAUFFRET. — Du droit de souscrire par préférence à des actions nouvelles (*Thèse*, Aix, 1926).

LE ROY. — Les syndicats d'émission (*Thèse*, Paris, 1914).

LEVASSEUR. — Recherches historiques sur le système de Law.

*LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial (4^e édition).

MARION. — Histoire financière de la France.

MAZEAUD. — Le vote privilégié dans les Sociétés de capitaux (*Thèse*, Lyon, 1924).

PAVES. — Le droit de souscription à des actions (*Thèse*, Paris, 1925).

PITOIS. — Les augmentations de capital dans les Sociétés anonymes depuis 1914 (*Thèse*, Paris, 1926).

*PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil (9^e édition).

*PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français (tome VIII, 1925).

*ROLLAND DE VILLARGUES. — Répertoire de la jurisprudence du Notariat (2^e édition).

II. — PÉRIODIQUES

- BARATIN. — De la dotalité qui affecte le droit de souscrire par préférence à des actions nouvelles émises contre espèces, lorsque ce droit est attaché à des actions dotales. Des effets de cette dotalité (*Revue des Sociétés*, 1922, page 518).
- CAPITANT. — Essai sur la subrogation réelle (*Revue trim. de Droit civil*, 1919, pages 385 et suivantes).
- COLIN (Charles-Ambroise). — La notion du revenu en matière de législation fiscale (Dalloz, 1924).
- DECUGIS. — De la non-dotalité du droit de souscription appartenant aux femmes dotales en cas d'augmentation de capital d'une Société par actions (*Journal des Sociétés*, 1922, pages 49 et suivantes).
- DEMOGUE. — Essai d'une théorie générale sur la subrogation réelle (*Revue critique*, 1901, t. XXX, pages 236 et suivantes).
- PERROUD. — Effets de la dotalité des actions conférant le droit de souscrire par préférence à une augmentation de capital (*Revue des Sociétés*, 1922, pages 274 et suivantes).
- WAHL. — Des droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire sur les titres, leurs produits et leurs accessoires (*Journal des Sociétés*, 1925, pages 129 et suivantes).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

Détermination des règles générales qui permettent de reconnaître le caractère de l'action nouvelle dans les régimes matrimoniaux autres que les régimes exclusifs de communauté.

CHAPITRE PREMIER

LES BUTS DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL ET MÉCANISME DE CETTE OPÉRATION

SECTION I. — Buts de l'augmentation de capital	8
SECTION II. — Mécanisme de l'augmentation de capital :	
I. — L'obligation contractée par la Société en vue de l'augmentation de capital	13
II. — Les conditions de l'émission et de l'exercice du droit :	
Choix entre les diverses catégories d'actions	15
Prix d'émission	17
Justification du droit	17
Délais	18
III. — L'annonce de l'émission	18
IV. — L'exercice du droit de souscription	27
V. — La répartition des actions nouvelles	28

APPENDICE :

I. — Les syndicats d'émission	29
II. — L'influence de l'émission sur le cours de l'action ancienne	30

CHAPITRE DEUXIÈME

Pages

LA VALEUR A ATTRIBUER AU DROIT DE SOUSCRIPTION QUAND IL A ÉTÉ EXERCÉ PAR LE PROPRIÉTAIRE DU TITRE

SECTION I. — Différentes valeurs du droit de souscription :

1. — Valeur intrinsèque du droit	32
2. — Valeur théorique du droit	33
3. — Valeur résultant de la loi de l'offre et de la demande ..	36
Cotation du droit	36
Annonce de la cotation du droit	39
Prix du droit	40

SECTION II. — La valeur à attribuer à un droit de souscription quand il a été exercé par le propriétaire du titre :

<i>Première hypothèse.</i> — Le droit a été coté pendant l'émission :	41
<i>Deuxième hypothèse.</i> — Le droit, bien qu'ayant été admis à la cote, n'a jamais été coté	42
<i>Troisième hypothèse.</i> — La cotation du droit n'a pas été demandée, bien que les anciens titres soient négociables au Parquet ou en Coullisse	42
<i>Quatrième hypothèse.</i> — Le droit, de même que l'action ancienne, n'était négociable ni au Parquet, ni en Coullisse ..	42

CHAPITRE TROISIÈME

LA NATURE DU DROIT DE SOUSCRIPTION

§ 1. — Le droit de souscription n'est ni un fruit, ni un produit de l'action ancienne	43
§ 2. — Le droit de souscription n'est pas un « démembrement », une « fraction » de l'action ancienne	44
§ 3. — En quoi consiste le droit de souscription	50
§ 4. — Nature juridique du droit de souscription	51

CHAPITRE QUATRIÈME

LES RÈGLES GÉNÉRALES PERMETTANT DE RECONNAÎTRE LE CARACTÈRE DE L'ACTION NOUVELLE DANS LES RÉGIMES MATRIMONIAUX AUTRES QUE LES RÉGIMES EXCLUSIFS DE COMMUNAUTÉ

I. — Comment on reconnaît le caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire	53
---	----

	Pages
II. — Comment on reconnaît le caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire ..	58

DEUXIÈME PARTIE

Caractère de l'action nouvelle dans chacun des régimes matrimoniaux

CHAPITRE PREMIER

L'ACTION NOUVELLE ET LES RÉGIMES DE COMMUNAUTÉ

I. — Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire :	
<i>Première hypothèse.</i> — La valeur du droit était supérieure ou égale au montant des espèces versées	62
<i>Deuxième hypothèse.</i> — Le montant des espèces versées était plus élevé que la valeur du droit	62
II. — Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire	63

CHAPITRE DEUXIÈME

L'ACTION NOUVELLE ET LES RÉGIMES EXCLUSIFS DE COMMUNAUTÉ

Caractère de l'action nouvelle souscrite par une femme mariée sous le régime sans communauté	64
Caractère de l'action nouvelle souscrite par une femme mariée sous le régime de la séparation de biens	64

CHAPITRE TROISIÈME

L'ACTION NOUVELLE ET LE RÉGIME DOTAL

SECTION I. — Le contrat de mariage contient une clause de remploi :	
A) Les actions nouvelles sont comprises parmi les valeurs susceptibles de servir de remploi :	
<i>Première situation.</i> — Versements en fonds dotaux	66
<i>Deuxième situation.</i> — Versements en fonds non dotaux :	66

1° Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire :	
<i>Première hypothèse.</i> — La valeur du droit était supérieure ou égale au montant des espèces versées ...	67
<i>Deuxième hypothèse.</i> — Le montant des espèces versées était plus élevé que la valeur du droit	68
2° Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire	70
B). Les actions nouvelles ne sont pas comprises parmi les valeurs susceptibles de servir de emploi :	
<i>Première situation.</i> — Versements en fonds provenant de la vente d'actions anciennes dotales	72
<i>Deuxième situation.</i> — Versements en fonds non dotaux :	
1° Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire	73
2° Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire	73
<i>Troisième situation.</i> — Versements en fonds dotaux :	
1° Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire	73
2° Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire	74
SECTION II. — Le contrat de mariage ne contient pas de clause de emploi :	
I. — Solution préconisée par divers auteurs	74
II. — Solutions préconisées par nous quand le contrat de mariage ne contient pas de clause de emploi :	
1° Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription avait une valeur pécuniaire :	
<i>Première hypothèse.</i> — La valeur du droit était supérieure ou égale au montant des espèces versées :	77

	Page_s
<i>Deuxième hypothèse.</i> — Le montant des espèces versées était plus élevé que la valeur du droit ..	77
2° Caractère de l'action nouvelle lorsque le droit de souscription était sans valeur pécuniaire	79

TROISIÈME PARTIE

Conclusions pratiques

CHAPITRE UNIQUE

LES PRÉCAUTIONS A PRENDRE POUR PRÉVENIR LES DIFFICULTÉS QUE PEUT PARFOIS PRÉSENTER LA SOLUTION DES PROBLÈMES RELATIFS AU CARACTÈRE DE L'ACTION NOUVELLE ET POUR ÉCARTER LES CONTESTATIONS SUSCEPTIBLES DE SURGIR.

§ 1. — Dispositions à insérer dans les contrats de mariage :	
I. — En cas d'adoption du régime de la communauté réduite aux acquêts	83
II. — En cas d'adoption du régime dotal avec société d'acquêts	85
III. — En cas d'adoption du régime de la communauté de biens acquêts avec dotalité partielle	90
IV. — En cas d'adoption du régime dotal sans société d'acquêts	91
§ 2. — Précautions à prendre lors de l'émission des nouvelles actions au cours du mariage (si le contrat de mariage n'a pas prévu la souscription de ces actions):	
Précautions à prendre quand les époux sont soumis à un régime de communauté conventionnelle et ont omis, dans leur contrat de mariage, de se réserver propres les actions nouvelles, — ou quand ils sont mariés sans contrat	93
Précautions à prendre quand les époux sont soumis au régime dotal	93
BIBLIOGRAPHIE	95



Imprimerie « LES PRESSES MODERNES », 45, rue de Maubeuge, Paris
Ateliers à Troyes (Aube)



